

# Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur  
[www.economie-gabon.com](http://www.economie-gabon.com)

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

## L'ESSENTIEL

### VIE ECONOMIQUE

**SOGARA**  
Quatre records de production en sept ans et transparence tous azimuts



Lire p.4

**Air France ouvre le monde à ses voyageurs au-delà de Paris**



Lire p.8

### SOCIAL & SOLIDAIRE

**ONUSIDA : les villes s'engagent contre le VIH**



Lire p.19

### CONSO & SANTE

**Les vertus thérapeutiques du café et du cacao**



Lire p.22

## DOSSIER

## DEVELOPPEMENT DURABLE – RSE – HSE

# LA RSE, LEVIER DE LA PERFORMANCE



**FACO Construction consacre 1.5 % de son chiffre d'affaires au HSE**

**Bureau VERITAS apporte de la confiance dans un monde de risques**

**SHELL : la route Mougagara-Loubomo connecte Gamba au réseau routier national**

**La RSE est au cœur des opérations d'ENGEN Gabon**

**NSIA investit dans l'éducation des enfants pour l'Afrique de demain**

Lire pages 10-16

**MARCHÉ AUTOMOBILE & TRANSPORT**

N°55  
MARS  
2017





**CHRISTIAN OBAME**  
MENUISIER - QUARTIER POTOS - FRANCEVILLE

# WE ARE GABON

**UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Comme le dit notre hymne national, que le temps heureux rêvé par nos ancêtres arrive enfin chez nous. Pour cela, oublions les divisions et marchons vers la concorde et la fraternité. Prenons ensemble le chemin du développement dans l'unité et la paix pour le bien du Gabon notre cher pays. **Restons unis.**



@WeAreGabon



@WeAreGabon



@WeAreGabon

# Sommaire N°54

## VIE ECONOMIQUE

4-9

**Croissance : l'ONU annonce une reprise nuancée en 2017**

P.5

**La zone de libre-échange africaine : le rêve se réalisera-t-il en 2017 ?**

P.6

**La hausse des prix redonne le moral à l'industrie minière africaine**

P.9

## DOSSIER

10-16

### LA RSE, LEVIER DE LA PERFORMANCE



## TIC

20

**La Commission de la CEMAC a reçu de la GIZ un système de gestion d'informations fiable**

P.20

## CONSO & SANTÉ

22

**Les vertus thérapeutiques du café et du cacao**

P.22

## Édito

### Equilibre entre équité sociale, préservation de l'environnement et développement économique

Par Dr. Neltah



**L**e rattachement des enjeux RSE, « cœur de métier », aux droits de l'homme permet aux entreprises présentes dans ce numéro 54 d'inscrire cette norme dans leur gouvernance et stratégie. Cette politique a été inscrite à l'agenda de toutes les entreprises citoyennes qui ont intégré en leur sein la RSE, bien que le texte de la norme ISO 26000, publié début novembre 2010, ne soit pas contraignant. Ce texte fournit seulement des lignes directrices et un schéma de réflexion à l'échelle mondiale, pour la responsabilité sociétale de tout type d'organisation.

Toutefois, face à la montée en puissance de la lutte contre le changement climatique (entrée en vigueur de l'Accord Paris), du rôle croissant des ONG multinationales, de l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD), de la signature des Principes de l'Equateur (prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance pour tout investissement supérieur ou égal à 10 millions de dollars) par les institutions financières, les Etats africains ne peuvent plus envisager leur développement économique sans intégrer la RSE.

L'une des solutions est d'adopter des politiques publiques ambitieuses de responsabilité sociétale, de prôner l'exemplarité de l'Etat en matière de RSO et d'inciter les entreprises à mettre en œuvre la RSE. Les entreprises minières, pétrolières, gazières, agricoles et forestières qui sont les plus exposées ont tout à gagner dans la mise en œuvre d'une stratégie RSE en Afrique. Tout en étant favorable à l'accueil des ONG multinationales, les Africains devraient demander la transparence sur leurs sources de financements et le respect de l'équilibre entre l'équité sociale, la préservation de l'environnement et le développement économique dans tous les projets réalisés. Comme elles le demandent aux entreprises, les ONG doivent également mettre en place leur propre démarche de responsabilité sociétale.

#### Directeur de la publication

Philippe Chandezon  
pchandezon@gmail.com  
Cell. : +241 05 31 70 00

#### Comité de rédaction

Neltah NARGONGAR  
Anne-Marie JOBIN  
Nancy DIGOMBE  
laredaction@economie-gabon.com

#### Correspondant Royaume-Uni

Blanche MATCHANGA

#### Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG

contact@economie-gabon.com

#### Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62  
contact@economie-gabon.com

#### Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62  
servicecommercial@economie-gabon.com  
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

#### Rédacteur en chef éditorial

Dr. Neltah NARGO  
Tél. : +241 07 41 26 42  
laredaction@economie-gabon.com

#### Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80  
annemarie.jobin@economie-gabon.com

#### Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62  
servicecommercial@economie-gabon.com

#### Directeur Artistique & Infographie

Donald Ella

#### Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

#### Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+  
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428  
Numéro statistique : 771 619 H  
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

#### Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon  
Tél. +241 01 44 11 62

#### Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



[www.economie-gabon.com](http://www.economie-gabon.com)

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF  
retrouvez tous  
nos magazines en  
version numérique  
format PDF

SOGARA

# Quatre records de production en sept ans et transparence tous azimuts

**Le résultat de 1.025 million de tonnes de produits pétroliers en 2016 a été le gâteau sur la cerise pour la Société gabonaise de raffinage (SOGARA). Cependant, cette performance de traitement ne compense pas pour autant les pertes économiques de la SOGARA. Baisse importante de son CA consécutive à la perte des importations. Le résultat net en 2016 s'établit à -11,877 milliards de francs CFA contre -2,008 milliards de francs CFA en 2015. Le Comité de direction a décidé de relever les nombreux défis auxquels la société est confrontée, avec la collaboration de l'ensemble du personnel.**

Par Dr Neltah



Pierre Reteno Ndiaye, Directeur général Sogara

Un pas de la cinquantaine, le Comité de direction de la Société gabonaise de raffinage (SOGARA), après le Conseil d'administration de décembre 2016, a réuni, le 12 janvier, l'ensemble du personnel afin de lui rendre compte de la situation économique et technique de l'entreprise. Comme dans nos us et coutumes africains, la rencontre a démarré par l'annonce d'une bonne nouvelle, celle de la réalisation record de 1.025 million de tonnes de produits pétroliers finis en 2016. Un record qui fait la fierté du collectif du personnel de SOGARA, félicité par son directeur général, M. Pierre Reteno Ndiaye. Pour rappel, la performance de la SOGARA est perceptible depuis 2010. SOGARA a franchi à quatre reprises la barre de 900,000 tonnes traitées de brut (2010 : 926,012 tonnes ; 2011 : 983,483 tonnes ; 2015 : 927,561 tonnes ; et 2016 : 1,025,000 tonnes). Jamais depuis la création de la raffinerie, il y a aujourd'hui 49 ans, précise le directeur général, l'on avait passé le cap du million de tonnes.

La seconde nouvelle, la moins bonne, est que la société est à la croisée des chemins. Le directeur général de préciser : « Notre société est à une étape assez délicate de son existence ; et c'est ensemble que nous pourrions trouver la solution idoine afin de continuer à exister. »

Mais d'où viennent ces problèmes qui causent autant de soucis à la grande dame SOGARA ? Les finances étant le nerf de la guerre, les défis à relever se posent beaucoup plus en termes financiers que techniques parce qu'en 49 ans d'activités, SOGARA, grâce aux grands arrêts techniques de tous les cinq ans, a modernisé 40 % de ses équipements. C'est le secret de la

durée de vie de la raffinerie, dira M. Pierre Reteno Ndiaye. Et de renchérir : « Il y a des raffineries qui vivent plus de cent ans grâce à cette technique de maintenance profonde. » A cela, il faut aussi ajouter la formation et l'expertise professionnelle du personnel technique.

C'est dire que, techniquement, la SOGARA reste solide et opérationnelle, mais économiquement il faut un effort collectif, affirme le directeur général, pour sortir de cette situation qui n'est pas de la responsabilité de la société. La raison principale en est qu'elle ne fixe pas les prix de la marge de raffinage mais la subit, soit -55% de la marge de raffinage de 2014 à 2015. Les problématiques nouvelles pour la SOGARA sur la baisse de la marge de raffinage s'expliquent par la chute du prix international CIF NWE qui est passé de 930,82 dollars en 2014 à 416,25 dollars en 2016. Enfin, la baisse observée au cours de la même période du prix de cession au marché local « PPI » allant de 429 francs CFA en moyenne en 2014 à 256 francs CFA en 2016, soit un recul de 40%.

## COMBLER LA PERTE DE REVENUS LIÉE À LA SUPPRESSION DU SAR ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Pourtant, lorsque SOGARA avait le droit d'importer du brut et de produire, son chiffre d'affaires annuel oscillait entre 400 à 500 milliards de nos francs. Or, aujourd'hui, avec la naissance de la Gabon Oil Marketing (GOM), filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon (GOC), qui a été créée le 15 septembre 2015, la SOGARA a perdu 40% de son chiffre d'affaires, soit 267 milliards de francs CFA en 2016. Le résultat net en 2016 est de -11,877 milliards de francs CFA contre -2,008 milliards de francs CFA en 2015. Pis, l'Etat a procédé à la suppression du soutien à l'activité de raffinage (SAR) à la SOGARA à partir du 1er janvier 2016 et à la libéralisation des prix de vente de produits pétroliers (essence et gasoil).

Par conséquent, les problématiques nouvelles pour la SOGARA se posent en termes de difficulté d'écoulement de certains produits ; la facturation des produits finis désormais concentrée sur un seul client : la GOM ; l'augmentation du risque financier : non maîtrise des importations (perturbations au niveau de notre traitement) ; et enfin la baisse importante du chiffre d'affaires due à la perte des importations. La Gabon Oil Marketing (GOM) s'est vu attribuer des compétences importantes telles que la transformation, le transport, la distribution, la commercialisation

et le stockage des hydrocarbures. De plus, depuis le 1er octobre, la GOM commercialise la production locale de la SOGARA ; le contrat de cabotage lui a été cédé tout comme le contrat d'importation de butane qui le sera à partir de janvier 2017. Le défi est de combler la perte de revenus liée à la suppression du SAR et le chiffre d'affaires.

Les autres problématiques nouvelles pour la SOGARA concernent la dégradation de la valorisation du RAT à cause de la chute du prix de vente à CIF NWE+ 8 USD/TM contre CIF NWE +30 en 2015, la baisse causée par la perte d'attractivité sur le marché international et l'intérêt croissant des pétroles de schiste aux USA et in fine l'impact défavorable constant sur le résultat net avec une marge brute cumulée négative de près de -75 milliards de nos francs en moyenne de 2015 à septembre 2016.



Le personnel de la Sogara

## TRAITER DE NOUVEAUX BRUTS DE QUALITÉ

Alors quelle solution pour cette série noire des problématiques nouvelles pour la SOGARA ? Le rôle de la société, a dit le directeur général, Pierre Reteno Ndiaye, est de trouver des voies et moyens pour exister et évoluer structurellement. Il s'agirait entre autres de tenter de traiter de nouveaux bruts pour répondre à la réduction du poids du RAT dans le rendement de nos produits (il se vend mal et est arrimé au prix du baril), de valoriser les produits finis et de maîtriser les coûts de production afin d'améliorer les marges brutes de la société. En conséquence, pour le traitement du brut d'import, 8 bruts identifiés avec des rendements en RAT entre 18 et 30% contre 57% pour le Rabi. Dans ce projet, la société met désormais en avant la qualité du brut traité, influencée par le retrait du brut Tchamba du cocktail de bruts constituant le Rabi. Elle compte modifier les bacs du Cap-Lopez pour réceptionner le brut à partir du mois d'août 2017 afin de recevoir des quantités plus importantes de bruts. Enfin, elle procédera à l'amélioration du fractionnement RAT/gasoil et à l'augmentation de la capacité de production de gasoil. A propos de la concurrence avec GOM, M. Pierre Reteno Ndiaye, très serein, a déclaré qu'il n'y a aucune inquiétude à se faire parce que nous sommes dans un marché de libre concurrence. « Cela nous galvanise en nous donnant un aiguillon pour mieux faire et nous surpasser », conclut-il.

## SOGARA, UNE SOCIÉTÉ CITOYENNE

Dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE), le Comité de direction de la SOGARA entretient un dialogue régulier et constructif avec l'ensemble de son personnel : les échanges avec le collectif du personnel alimentent en idées et propositions nouvelles une entreprise citoyenne à l'écoute des préoccupations de son personnel. Et dans ce contexte de responsabilité sociétale de la société, le directeur général nous a révélé qu'elle a des liens avec un certain nombre d'acteurs publics, para-étatiques et non étatiques à travers des actions sociales en faveur des populations du Fernan Vaz, des opérations de salubrité dans les communes. SOGARA aide également des établissements scolaires afin d'améliorer leurs performances, des collectifs sportifs, dont l'aide à la ligue provinciale de football. Et au sujet de la CAN, M. Pierre Reteno Ndiaye a reconnu qu'en sa qualité de société citoyenne, la SOGARA a contribué à l'organisation de cette compétition africaine dans l'Ogooué-Maritime ■



Usine de la Sogara

# Croissance : l'ONU annonce une reprise nuancée en 2017

**L'économie africaine aura sa reprise, mais celle-ci ne sera pas suffisamment rapide. Le rapport des Nations Unies, « Situation et perspectives de l'économie mondiale », pour l'année 2017, dresse le portrait d'une croissance africaine toujours dépendante des matières premières.**

La rédaction

La reprise arrive, mais « modérément » ! Si l'économie mondiale, qui n'a progressé que de 2,2 %, soit le taux de croissance le plus bas depuis la crise de 2009, va continuer de ramper à un rythme de 2,7 % en 2017 et de 2,9 % en 2018, l'Afrique, elle, reprendra son souffle. D'après le rapport des Nations Unies, « Situation et perspectives de l'économie mondiale », pour l'année 2017, qui vient d'être publié, l'Afrique devrait connaître un redressement de la croissance économique, avec une augmentation du PIB de 3,2 % en 2017 et de 3,8 % en 2018, contre 1,7 % en 2016. Cette embellie ne proviendra que de façon plutôt limitée du retour à l'équilibre des prix de matières premières, laissant ainsi dans la tourmente les économies fortement dépendantes de leurs sous-sols. Par contre, ce qui va pousser la croissance dans le continent, ce sont surtout l'expansion rapide des marchés intérieurs et les dépenses importantes en infrastructures dans certains pays.

## En attendant une hausse « efficace » des prix des matières premières

Il est vrai que les pays exportateurs de matières premières bénéficieront de la hausse prévue des prix mondiaux. Mais étant donné que les cours des produits de base devraient rester bien en deçà des niveaux d'avant 2014, un fort rebond de la croissance dans les pays fortement dépendants des produits de base, dont l'Algérie, l'Angola et le Nigeria, semble peu probable. Ainsi, pour les économies exportatrices de matières premières, l'affaiblissement des monnaies nationales a

contribué à l'inflation importée. Les effets néfastes des conditions de sécheresse et la hausse des tarifs d'électricité ont ajouté une nouvelle pression à la hausse sur l'inflation. En Angola, au Mozambique et au Nigeria, l'inflation a atteint des nouveaux records. Ces pressions devraient persister dans ces économies, du coup les politiques monétaires resteront probablement restrictives. Conséquence : les taux de rendement des investisseurs internationaux vont diminuer. Ce qui expose les pays africains à un retrait du capital, car les investisseurs vont, naturellement, chercher des taux de rendement plus élevés ailleurs.

## L'Afrique de l'Est, championne de la croissance

Mais au-delà des tendances globales, le rythme de la croissance restera nettement contrasté pour chaque région. Pour certaines économies de l'Ouest et de l'Est du continent, les perspectives de croissance sont plus favorables que pour le reste du continent. La championne de la croissance pour les prochaines années sera, selon l'ONU, la région de l'Afrique de l'Est. Son PIB devrait augmenter d'environ 6 % en 2017 et 2018. Ces économies seront surtout tirées grâce à l'expansion des marchés intérieurs mais aussi à l'effort public concentré sur le développement des infrastructures. L'Afrique de l'Ouest, quant à elle, devrait connaître un rebond de la croissance, passant de 0,1 % en 2016 à 3,1 % en 2017. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal, soutenus par de grands investissements publics et privés et par un climat d'affaires domestique amélioré, auront le vent en poupe.

## En Afrique du Nord, l'instabilité continue de peser...

Parallèlement, la croissance en Afrique du Nord devrait s'accélérer, passant de 2,6 % en 2016 à 3,5 % en 2017, sous réserve d'une amélioration progressive de la situation sécuritaire. Mais là aussi, les cas diffèrent. Compte tenu de sa forte dépendance vis-à-vis des recettes pétrolières, la croissance de l'Algérie a ralenti en 2016. La croissance algérienne devrait demeurer modérée en 2017, les réductions prévues des dépenses publiques compensant la hausse des prix du pétrole. Dans d'autres pays dépendant quant à eux du tourisme, les menaces sécuritaires et les troubles sociaux ont pesé sur les intentions des investisseurs et ont nui à l'industrie touristique, en particulier en Egypte et en Tunisie. Dans le pays d'Abdelfattah Assissi, la forte baisse des recettes touristiques a contribué à une grave pénurie de devises étrangères. En guise de riposte, la Banque centrale d'Egypte a dévalué la livre égyptienne de plus de 30 % contre le dollar américain. En Libye, les défis politiques et sécuritaires continuent d'inquiéter même les pays voisins.

## Afrique australe, les investisseurs en fuite ?

Les perspectives de croissance pour l'Afrique australe restent relativement modérées. L'activité devrait s'améliorer modestement, avec une augmentation du PIB de 1,8 % en 2017 et de 2,6 % en 2018. Le leader économique régional,

l'Afrique du Sud, aurait pu pleinement bénéficier de la reprise, même modérée, des secteurs agricole et minier. Mais l'incertitude politique, conjuguée au retour de la volatilité des marchés financiers, peut peser sur les décisions des investisseurs. L'Afrique Centrale, quant à elle, aura un rythme plus soutenu. Sa croissance devrait passer de 2,4 % en 2016 à 3,4 % en 2017. Là aussi, la tendance sera principalement portée par la hausse des prix du pétrole favorisant les recettes d'exportation et la croissance, en particulier au Congo, en Guinée Equatoriale et au Gabon. Cependant, l'agitation politique intérieure continue de freiner l'activité économique en République Centrafricaine et au Gabon.

## L'énième appel onusien pour diversifier les économies

Ainsi, même avec les changements des taux de croissance de l'Afrique, les maux restent les mêmes. L'Afrique reste fortement fragilisée face à la volatilité des prix des matières premières. Étant donné que les cours ne devraient augmenter que modérément, le rapport onusien souligne la nécessité pour les économies africaines de renforcer davantage les mesures politiques visant à remédier aux faiblesses structurelles internes.

Autrement dit, il faudra, au plus vite, activer et accélérer les plans de diversification économique, mais aussi accroître la marge de manœuvre macroéconomique et promouvoir une plus forte création d'emplois. Le document appelle également à une approche politique plus équilibrée, non seulement pour restaurer une croissance robuste à moyen terme, mais aussi pour réaliser des progrès plus importants en matière de développement durable ■

Source : www.afrique.latribune.fr



## AGENDA FEVRIER 2017

Chaque mois, l'Espace PME organise des rencontres et des ateliers animés par des experts de qualité dans les domaines du droit, fiscalité, finance/comptabilité, communication, marketing, vente, QHSE, ressources humaines, coaching et leadership. Nous vous invitons à découvrir les activités prévues pour le mois de février 2017. La participation aux ateliers est de 10.000 FCFA pour les adhérents et 15.000 FCFA pour les non adhérents (offre valable jusqu'au 31 Mars 2017). **Les adhésions se font sur place ou en ligne et s'élèvent à 50.000 FCFA/an.** Inscriptions sur [espacepme.org/rencontres-inscriptions](http://espacepme.org/rencontres-inscriptions).

### Petit-déjeuner (gratuit / réservation) 08h30-10h00

Venez rencontrer en toute simplicité des directeurs d'entreprise de la place autour d'un petit-déjeuner.



**Sylvain ENKORO**  
DG AGASA  
Vendredi 10 février 2017  
**THÈME: LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DE L'AGASA.**



**Marius BONDJI CHAMBA**  
DG OGAPI  
Vendredi 24 février 2017  
**THÈME: LA PROTECTION DE L'IDÉE.**

### Speed-dating (réservé aux adhérents) 09h30-12h00

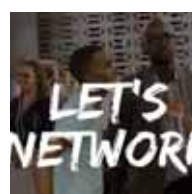
Jeudi 16 février 2017

Venez rencontrer de potentiels investisseurs, business angels et banquiers et présenter votre projet. Ces speed-dating sont ouverts aux adhérents de l'Espace PME sur réservation. Merci de vous munir de documentation à ce rendez-vous (exécutive summary, business model ou du business plan).



### Networking 7@9 19h00-21h00

Vendredi 03 février 2017



Le 7@9 est un rendez-vous mensuel d'entrepreneurs du Gabon qui cette fois posera ses valises à l'Espace PME. C'est l'occasion de partager des expériences, échanger, faire du business. Réservé uniquement aux adhérents. Tarif de l'entrée 10.000 FCFA. Boissons en sus.

### Ateliers (réservés aux adhérents) 09h00-12h30 Tarif : 10.000-15.000 FCFA / atelier



**OUTILS DE COMMUNICATION À PETITS PRIX POUR LES PETITES ENTREPRISES**  
Loyce Olympio  
OJL Consulting  
Mercredi 1er février 2017



**COMMENT FIDÉLISER SES SALARIÉS AUTREMENT QUE PAR L'ARGENT ?**  
Camille Epembia  
Yohra Consulting  
Mercredi 8 février 2017



**ZOOM SUR LES RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**  
Yann Arago  
Seca Conseils  
Mercredi 15 février 2017



**LES OBLIGATIONS D'UN CHEF D'ENTREPRISE**  
Camille Epembia  
Yohra Consulting  
Mercredi 22 février 2017



**COMMENT MONTER UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION ?**  
Denis Ovono  
HOD Consulting  
Samedi 4 février 2017



**3 IDÉES D'ANIMATION DE POINT DE VENTE**  
Wilfred Engone  
OJL Group  
Samedi 11 février 2017



**COMMENT ÉCRIRE UN MAIL PROFESSIONNEL ET UN ARGUMENTAIRE DE VENTE?**  
Lucien Moukagni  
Call WI  
Samedi 18 février 2017



**GÉRER SON STRESS EN SITUATION DIFFICILE**  
Loyce Olympio,  
OJL Consulting  
Samedi 25 février 2017

# La zone de libre-échange africaine : le rêve se réalisera-t-il en 2017 ?

**Aux termes du 28e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africain (du 30 au 31 janvier), des discussions ont été menées au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba au sujet de l'ambitieux projet de créer, en 2017, une zone de libre-échange continentale (ZLEC). Ce projet prometteur semble se heurter à des obstacles qui risquent de repousser son entrée en vigueur, notamment un environnement international promis à davantage d'incertitudes dans le sillage du retrait britannique de l'Union européenne et le renforcement des tendances protectionnistes avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche.**

La rédaction



Ces facteurs d'incertitude reviennent dans les déclarations des responsables africains présents à Addis-Abeba, qui, tout en étant conscients des défis, voient en cette ZLEC un moyen pour l'Afrique de renforcer sa marche vers davantage de développement économique et, partant, renforcer sa présence sur un échiquier mondial en mutation permanente. En novembre dernier, les pays membres de l'UA ont réaffirmé leur engagement en faveur de la concrétisation du projet avant le mois d'octobre prochain. Selon les analyses émanant des centres de recherche africains et internationaux, l'Afrique a tout à gagner de la mise en place d'une telle zone.

Le commerce interafricain demeure le plus faible dans le monde avec seulement 10 % des échanges des pays du continent avec le reste du monde. Ce volume est de 60 % en Europe, 30 % parmi les pays du sud-est asiatique et 21 % en Amérique latine. Selon les analystes, la future ZLEC sera le précurseur d'un changement radical au niveau des politiques et des plans de développement dans le continent, dans la mesure où les pays africains seront contraints de s'inscrire dans une logique de transformation profonde à même de rompre avec la dépendance de l'exportation des matières premières. Il s'agit d'une nécessité de diversification qui aura un impact salutaire au niveau de l'accélération de la croissance économique et surtout la génération d'emplois pour les millions de jeunes Africains, estiment les analystes. De l'avis des chercheurs, la réussite de ce projet passe inéluctablement par l'adoption d'une approche inclusive, garantissant l'adhésion de tous les pays africains à ce projet.

## Persistance des barrières au commerce entre les différentes régions du continent

Les analystes argumentent que si la décision d'accélérer la mise en place de la zone de libre-échange continentale semble être une solution efficace pour promouvoir et renforcer le commerce intra-africain, il n'en demeure pas moins que de nombreux obstacles doivent encore être franchis pour la concrétisation de ce projet. Parmi ces obstacles figurent la persistance des barrières au commerce entre les différentes régions du continent. Les inégalités de développement entre les pays du continent figurent parmi les obstacles majeurs qui se dressent devant le projet, explique Samuel Oloruntoba, professeur de l'économie politique internationale à l'Université de Pretoria (Afrique du Sud).

Les pays à faibles revenus font montre de moins d'intérêt à s'engager dans le projet car craignant la domination des pays plus riches et plus puissants, indique le chercheur dans une récente analyse. L'insuffisance des infrastructures dont le manque de routes, de chemins de fer et de transports représente un autre frein à l'ambition africaine de traduire en réalité le projet de la zone de libre-échange panafricaine. Au regard du nombre d'obstacles à franchir avant la réalisation de la ZLEC et compte tenu du délai très court, de nombreux acteurs s'interrogent sur les capacités des leaders du continent à réaliser un projet aussi ambitieux, note le professeur Oloruntoba ■

Source : <http://www.mapexpress.ma>

## OPEP : la demande en énergie va doubler d'ici à 2040

La demande mondiale d'énergie primaire est prévue en augmentation de 40 % d'ici à 2040. L'annonce a été faite par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. La plus forte hausse de besoin sera ressentie dans les pays en développement.

Il s'agit d'une augmentation de 108.2 millions de barils de pétrole par jour, dont 68.17 millions de BPJ dans les pays en voie de développement. « D'ici à 2040, près de 63 % de la demande mondiale d'énergie proviendra des pays en développement, comparativement à la part actuelle de 51 % », indique le rapport.

Le pétrole est prévu comme étant le deuxième combustible qui sera le plus prisé entre 2014 et 2040, derrière le gaz. Donc les besoins en gaz seront plus importants que ceux du pétrole ■

Source : <http://www.financialafrik.com>

## BOURSE



## TAUX DE CHANGE EN FRANCS CFA

Le taux de change d'une devise est le cours de cette devise par rapport à une autre, appelé également parité d'une monnaie.

Les taux de change, cotés sur le marché des devises appelé «Forex», varient en permanence en fonction des échanges et de la place de cotation. Le taux de change est déterminé par l'offre et la demande de chacune des deux monnaies : si la demande de la première monnaie dépasse l'offre, son cours augmente par rapport à la seconde monnaie. Les politiques monétaires de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Réserve Fédérale des Etats-Unis (FED) influencent fortement les taux de change.

|                       | DECEMBRE  | FÉVRIER   |
|-----------------------|-----------|-----------|
| EUR                   | 655.9570  | 655.9570  |
| CHF – Franc Suisse    | 610,035   | 632,062   |
| GBP                   | 783,192   | 790,976   |
| CAD                   | 469.674   | 479.276   |
| JPY – Yen             | 0,188.352 | 5,527     |
| CNY - Yuan            | 90,1654   | 90,97     |
| USD                   | 629,91    | 626,168   |
| ZAR – Rand            | 45,0314   | 46,65     |
| INR (Roupie indienne) | 0,108.014 | 0,108.014 |
| NGN (Naira)           | 0,501.808 | 0,501.808 |

Date de Valeur : 06 Fév. 2017. / Source: Banque Centrale Européenne.

## TAUX D'INTÉRÊT

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Taux d'intérêt des appels d'offres :   | 2,45% |
| Taux d'intérêt des prises en pension : | 4,20% |
| Taux d'intérêt sur placements :        | 0,00% |
| Taux créditeur minimum :               | 2,45% |

## TAUX D'INFLATION CEMAC : 4,50

|                              |                                                            |                            |                  |                            |
|------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------|----------------------------|
| Cours des matières premières | <b>PRIX DU BARIL DU PÉTROLE DE OCTOBRE À NOVEMBRE 2016</b> |                            |                  |                            |
|                              | <b>WTI Pétrole Brut (ICE Europe) : 53.54 dollars US</b>    |                            |                  |                            |
|                              | <b>Brent Pétrole brut (ICE Europe) : 56,56 dollars US</b>  |                            |                  |                            |
|                              | <b>Prévision d'un an : 58 dollars le Baril</b>             |                            |                  |                            |
|                              | Or                                                         | 1 229.30 dollars US/Once   | Cuivre:          | 5 835.500 dollars US/Tonne |
|                              | Cacao                                                      | 2.097.000 dollars US/Tonne | cacao - New york | 3.163,000 dollars US/Tonne |
|                              | Café                                                       | 2.262.00 dollars US/Tonne  | Uranium          | 78.7 US Dollar/Tonne       |
|                              | Huile de Palme                                             | 707.00 dollars US/Tonne    | Café Robusta     | 2.158,000 dollars US/Tonne |
|                              | Caoutchouc                                                 | 285.50 dollars US/Kg       | Café Arabica     | 3.283.4 US Dollar/Tonne    |

## TAUX DE CROISSANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2015

|                                     |                      |
|-------------------------------------|----------------------|
| Fonds Monétaire International (FMI) | Banque Mondiale (BM) |
| 5,1 %                               | 4,5 %                |

## DÉFICIT EXTÉRIEUR COURANT

Estimé à 3,5 % en 2014, il passera au-delà de 8,4 % en 2015, du fait à la fois de la baisse des exportations de pétrole chez cinq des six membres de la Cemac (Cameroun, Tchad, Gabon, Guinée Equatoriale, Congo et République Centrafricaine) du niveau élevé des importations.

## SITUATION CONJONCTURELLE EN ZONE CEMAC

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Population (estimation)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 44,1 millions |
| Taux de croissance (PIB réel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 4,6%          |
| Taux de croissance démographique (moyen)                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 2,8%          |
| Taux de croissance PIB/Hbt                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 1,8%          |
| <b>Principaux produits d'exportation</b> : Pétrole brut; Cacao; Café; Coton - fibre et dérivés; Bois - grumes, sciages et dérivés; aluminium - brut et dérivés; caoutchouc naturel; Banane; Diamants - brut et taillés; Or; Tabac; Produits pétroliers; Rondins d'eucalyptus; Sucre; Manganèse; Uranium; Méthanol et autres Gaz; Bétail |               |

Le Comité de politique monétaire (Cpm) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac), a tenu une réunion extraordinaire le 06 avril dernier à Yaoundé, et après analyse de la situation récente de la liquidité du système bancaire de la CEMAC, a décidé de baisser de 50%, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques des pays de la zone Cemac.

La croissance dans cet espace communautaire à six pays (Cameroun, le Gabon, le Congo, le Tchad, la Guinée Equatoriale et la RCA) a culminé à 2,8% l'année dernière, contre 4,8% en 2014, soit une baisse de 2%. La croissance dans la zone Cemac a donc décroché de 2% en 2015 et retombera à 2% en 2016.

En 2016, les tensions inflationnistes dans cet espace communautaire se stabiliseront à 2,7% (contre 2,3% en 2015), c'est-à-dire en dessous de la norme de 3% admise dans la zone Cemac. Le gouverneur de la BEAC rassure par ailleurs qu'il n'y a aucune crainte pour les réserves de change qui, malgré la baisse des recettes d'exportation, demeureront «confortables» tout au long de l'année 2016 ■

# 25 millions de dollars dans le premier ETF obligataire multinational en Afrique

La rédaction



***L'AFMD travaille avec un réseau d'une quarantaine de banques centrales en Afrique et d'autres institutions financières locales afin de récolter et de diffuser les données des marchés obligataires sur le continent***

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé, en décembre 2016, un investissement de 25 millions de dollars dans le premier ETF obligataire multinational en Afrique « ADBF ». Appelée à devenir le plus grand fonds obligataire indiciel en Afrique, cette structure soulève beaucoup de questions auprès des acteurs du marché. Cédric Mbeng Mezui, un cadre au sein de la Banque, apporte des éclaircissements pertinents.

« African Domestic Bond Fund » (ADBF) est un fonds indiciel qui va investir dans les titres obligataires souverains en Afrique libellés en monnaies locales. Il est structuré comme un fonds indiciel amélioré (Enhanced Exchange Traded Fund « ETF »). C'est-à-dire que le fonds va répliquer un indice de référence avec une portion de gestion active. Dans le cas spécifique d'ADBF, il s'agira de répliquer 80 % ABABI et avoir 20 % de gestion active dans des titres obligataires non compris dans cet indice. L'objectif étant d'accroître la performance du fonds et d'inclure plus de pays.

## Critères et intérêt d'un tel fonds en Afrique

ADBF est une composante de l'Initiative des Marchés Financiers (AFMI) que la BAD a lancé en 2008 comme sa principale réponse pour l'approfondissement des marchés financiers en monnaies locales en

Afrique. Ses objectifs spécifiques sont de permettre aux États d'améliorer les conditions auxquelles ils empruntent sur les marchés financiers domestiques, ce qui leur permet de réduire leur dépendance à l'égard des emprunts libellés en devises ; d'élargir les options de financement à la disposition des entreprises, étant donné que les marchés des obligations publiques constituent une condition préalable pour le développement des marchés obligataires des entreprises à travers la création d'une courbe de rendement ; de jouer le rôle de catalyseur pour le développement, la stabilité, et l'intégration régionale des marchés financiers, et d'améliorer la disponibilité et la transparence des données sur les titres obligataires.

AFMI a deux principaux piliers, la plateforme des données de marchés (AFMD) et ADBF. AFMD travaille avec un réseau d'une quarantaine de banques centrales en Afrique et d'autres institutions financières locales afin de récolter et de diffuser les données des marchés obligataires sur le continent via sa base de données et son site web [www.africanbondmarkets.org](http://www.africanbondmarkets.org), qui est la première plateforme sur les données en Afrique. En effet, la disponibilité de données financières crédibles est consubstantielle au développement des marchés financiers.

ADBF est composé du Fonds lui-même et d'une famille d'indices obligataires dont ABABI, qui est le fruit d'une collaboration avec Bloomberg. Au départ, ABABI était composé de 4 marchés, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Egypte et le Kenya,

lors de son lancement en 2014. La Namibie et le Botswana ont été admis dans l'indice en 2015. Ces six pays représentent plus de 80 % des 300 milliards de dollars du marché obligataire africain. Cette année devra accueillir 3 nouveaux marchés. Notre objectif est d'avoir un maximum de pays tout en maintenant des critères d'inclusion rigoureux pour les investisseurs et émetteurs.

AFMI exécute plusieurs activités d'assistance technique et d'études sur le continent, notamment sur le développement des courbes de taux, la structuration des émissions obligataires, l'approfondissement de la base d'investisseurs, etc. Depuis son lancement, AFMI a contribué à la formation de plusieurs centaines d'experts sur le continent et à la promotion d'instruments financiers tels que les indices obligataires, les fonds obligataires, ETF, etc.

Le principal critère pour être éligible dans ABABI (par Bloomberg) est la liquidité des titres. Mettez-vous à la place d'un investisseur à New York, à Tokyo ou dans une capitale africaine qui souhaite investir en Afrique, il voudrait avoir la possibilité d'acheter ou de vendre dans un délai raisonnable, il faut donc des prix disponibles et des titres liquides.

## Structuration de l'ETF

Notre mission est de favoriser l'approfondissement des marchés financiers africains. Ce travail nous amène à rencontrer régulièrement tous les acteurs impliqués dans la

construction et le développement de ces marchés. Il ressort des discussions avec l'écosystème financier que les principaux freins à l'investissement dans ces marchés sont : l'accès aux marchés des titres obligataires ; la liquidité de ces titres ; la réglementation ; le couple risque/rendement ; et les coûts de transactions. Partant de là, nous avons donc à structurer un instrument qui permet de répondre à ces préoccupations tout en ayant à l'esprit notre mandat de Banque de développement. En effet, la BAD en tant que première institution financière de développement en Afrique, joue un rôle précurseur sur les marchés africains par la création d'ADBF. Une structure ETF met sur le marché un instrument négociable qui est par nature facile d'accès, liquide, transparent, facile à utiliser, avec une exposition sur plusieurs marchés à des coûts faibles. AFMI/BAD apporte ainsi une solution locale face à plusieurs faiblesses structurelles de nos marchés.

## Taille du marché des ETF

Le premier ETF a été lancé en 1993, il en existe plus de 6 000 dans le monde avec des actifs sous gestion (AUM) d'un montant total de 3100 milliards d'USD, dont plus de 700 ETF avec des actifs sous gestion d'un montant supérieur à 500 millions d'USD comme suit : plus de 450 ETF domiciliés aux États-Unis et au Canada ; plus de 220 en Europe, et plus de 60 en Asie Pacifique. Au cours des deux dernières décennies, les ETF ont produit la performance escomptée, durant les périodes de conditions de marché difficile ou d'incertitudes, spécialement durant la crise financière mondiale de 2008. Les ETF obligataires ont progressé de plus de 850 % entre 2008 et 2016.

Le marché des ETF en USD (fonds indiciels négociés en bourse) est passé de plus de 200 milliards d'USD en 2003 à plus de 3000 milliards d'USD en 2015. En dehors de l'Afrique du Sud qui compte quelques ETF, ce marché est quasiment inexistant en Afrique. ADBF va être le premier ETF obligataire couvrant plusieurs marchés africains. Il a pour objectif d'être le benchmark pour tout investisseur souhaitant avoir une exposition sur les marchés de la dette en Afrique en monnaies locales.

Greenwich Associates (2016) prévoit que les investisseurs institutionnels internationaux investiront collectivement près de 300 milliards d'USD par an dans les ETF d'ici à 2020. Notre souhait est de capter une portion de ces investissements pour l'Afrique via ADBF. Ce dernier représente une diversification par le biais d'une seule transaction.

## Libellé du fonds

Le fonds sera libellé en dollar avec une cotation primaire à la bourse de Maurice qui présente l'avantage d'avoir une plateforme de règlement dans plusieurs devises ainsi que des accords de double cotation avec d'autres bourses africaines. Ce qui facilitera la cotation secondaire d'ADBF sur les autres marchés africains. Nous envisageons une taille d'environ 200 millions de dollars pour commencer.

Le fait de le structurer comme un ETF et le coter dans les autres marchés va permettre aux investisseurs locaux d'y investir en monnaie locale et surtout de l'admettre comme un actif local selon les réglementations existantes. C'est un facteur innovant dans la structure de ce fonds. Ce qui permettra d'attirer les fonds de pensions, les banques, les assureurs, etc., des différents marchés. La présence de la BAD dans le capital et la transparence de l'indice ABABI, qui est disponible sur le terminal Bloomberg (BADB index), sont des éléments crédibles qui rassurent les investisseurs internationaux. Ces derniers n'ont plus à se préoccuper de savoir s'il y a des marchés obligataires en Afrique, comment y accéder, les coûts élevés des transactions, les contraintes des différentes réglementations, etc., en une seule transaction dans ADBF, ils peuvent diversifier leurs portefeuilles via une exposition à plusieurs marchés africains de manière transparente et efficace. C'est une belle aventure. Je dirai qu'ADBF bénéficie du soutien de la Haute Direction de la Banque. A la suite de l'atelier organisé à Abidjan le 15 décembre dernier, nous allons rencontrer nos potentiels co-investisseurs tout au long de ce premier semestre.

Malgré les récentes perturbations sur les marchés des matières premières, les problèmes de sécurité qui se posent dans un certain nombre de pays africains, et les sorties de fonds des marchés émergents, le continent africain continue de retenir une attention croissante des investisseurs internationaux. Le volume du capital domestique prêt à être investi augmente rapidement et les régulateurs admettent la nécessité pour les fonds de pension locaux de diversifier la base de leurs actifs. Tant au niveau international que sur le continent, l'intérêt pour l'investissement en Afrique en tant que marché en plein essor ne cesse de croître. Selon les prévisions du FMI, l'Afrique sera la deuxième région à très forte croissance d'ici à 2020. Le continent enregistre le taux d'urbanisation le plus rapide du monde. A l'horizon 2034, l'Afrique comptera une population en âge de travailler supérieure à celle de la Chine ou de l'Inde. En créant un produit innovant et efficace, en tant que premier ETF obligataire multinational en Afrique, nous fournissons aux investisseurs une réelle exposition à la croissance africaine ■

Source : [www.financialafrik.com](http://www.financialafrik.com)

INTERVIEW DE MME ONGOUM LOUISE AUDYLL, DIRECTRICE AIR FRANCE GABON

# Air France ouvre le monde à ses voyageurs au-delà de Paris

**L'Afrique est une priorité pour Air France, avec 51 destinations desservies. Le Gabon fait partie de la direction Afrique Centrale qui comprend 6 autres pays, la Guinée Equatoriale, la Centrafrique, le Congo, le Tchad, le Cameroun et la République Démocratique du Congo. Dans cette direction régionale, Mme Ongoum Louise Audyll est responsable pour le Gabon de toutes les équipes de ventes.**

Par Dr Nelto et Anne Marie Jobin



Décollage de l'Airbus A380 qui dessert l'Afrique francophone à partir d'Abidjan

**Economie Gabon+ :** Vous avez été nommée directrice Air France Gabon en août 2016. Avec ce faible recul, qu'en est-il ?

La Compagnie Air France a mis en place, depuis quelques années déjà, un programme d'accompagnement qui a pour objectif la montée en compétence des équipes en les préparant à une possible mobilité sur des postes d'encadrement. Ce programme élaboré par la direction des ressources humaines porte principalement sur le développement personnel, les pratiques managériales, la gestion de projets, la connaissance des sièges de AF et KLM et le travail en transverse.

C'est dans ce cadre que j'ai été sélectionnée puis formée pour occuper un poste de manager. Cela représente pour moi l'aboutissement d'une longue carrière et le début d'une nouvelle aventure.

**Economie Gabon+ :** Quelle est l'organisation interne de la direction Air France Gabon par rapport à la direction régionale Air France et quel est votre rôle, votre mission ?

Le continent africain est divisé en 6 directions régionales, au sein de chaque direction il y a un directeur régional, un directeur commercial pour la région et un responsable par pays. Le Gabon fait partie de la direction Afrique Centrale qui comprend 6 autres pays, la Guinée Equatoriale, la Centrafrique, le Congo, le Tchad, le Cameroun et la République Démocratique du Congo. Dans cette direction régionale, je suis responsable pour le Gabon de toutes les équipes de ventes.

**Economie Gabon+ :** Air France Gabon vient de fêter ses 70 ans

au Gabon. Quel sentiment vous procurent cet anniversaire et quelles sont les perspectives pour le plan de carrière et de formation continue des Gabonais au sein d'Air France Gabon ?

Cette présence en continu depuis 70 ans marque bien l'attachement de la compagnie au pays, et par là aux Gabonais. La formation est essentielle et a toujours été une priorité pour le personnel. J'en suis la preuve, et au Gabon nous ne dérogeons pas à la règle. Depuis le début de cette année, une campagne de formation a été entreprise pour tous, à notre siège à Roissy, et à Montreuil, siège de la direction commerciale France.

**Economie Gabon+ :** Qui sont les clients et les plus fidèles d'Air France au Gabon ?



Louise-Audyll ONGOUM, Directrice Air France Gabon

Du fait de sa présence depuis plus de 70 ans, nous pouvons dire que de nombreux voyageurs gabonais sont clients d'Air France. Nous portons la plus grande attention aussi bien à notre clientèle loisirs qu'à notre clientèle affaires et nous souhaitons leur offrir le meilleur de nos produits et services. Notre présence en continu, l'étendue de notre réseau, un produit de grande qualité avec le B777 et nos nouvelles cabines de voyage BEST, tous ces éléments nous ont permis de fidéliser une clientèle affaires, les pétroliers, de nombreuses entreprises dont plusieurs PME et PMI, ainsi qu'une clientèle d'officiels, membres du gouvernement et également la classe moyenne émergente.

**Economie Gabon+ :** Le constat que nous faisons, c'est qu'il y a de plus en plus de femmes dans le milieu des affaires, des institutions et organisations internationales. Est-ce une évolution normale et logique d'une société qui ne peut plus continuer à discriminer la femme ?

Même si le dictionnaire n'a pas encore trouvé de féminin à certains postes et titres demeurés jusque-là très masculins (médecin, maire, ministre, président, directeur...), le monde tend à changer et à évoluer. La femme africaine, de la gestion des fourneaux, de la maison et des enfants, est passée à la gestion des affaires, et ce à tous les niveaux hiérarchiques de la société. Fréquentant les mêmes écoles que les hommes et soumises aux mêmes règles et lois, la discrimination n'a plus de raison d'être.

**Economie Gabon+ :** La femme africaine en général et la gabonaise en particulier crée et

marque de jour en jour son engagement dans la gestion des affaires et missions qui lui sont confiées. Face à cela, estimez-vous que vous bénéficiez d'un encadrement optimal à Air France pour le déploiement et l'épanouissement de vos idées ?

L'avantage des grands groupes comme Air France est la Charte éthique de l'entreprise. Autant vous trouverez des femmes et des hommes à nos comptoirs de vente, autant vous en trouverez qui pilotent nos avions, autant aussi vous en trouverez comme directeur ou responsable pays. L'Afrique n'est pas en reste dans cette vision qui aide ses divers collaborateurs à monter en compétence grâce à des formations et séminaires divers.

**Economie Gabon+ :** Souhaiteriez-vous aborder un sujet que nous n'avons pas évoqué ? Nos colonnes vous sont ouvertes.

Je voudrais insister sur le développement du groupe sur le continent. L'Afrique est une priorité avec 51 destinations desservies, mais à partir de l'été, grâce à l'ouverture de nouvelles lignes, Oran, Accra, Marrakech pour ne citer que quelques-unes, Air France ouvre le monde à ses voyageurs au-delà de Paris, grâce à ses partenaires.

Par ailleurs, Air France au Gabon est associée à de nombreuses manifestations dans le pays : sport (sponsoring et partenariat divers), santé (transport de médecins, malades...), œuvres caritatives à travers la Fondation Air France, éducation (tarifs négociés pour les boursiers, soutien pour les études supérieures), animations (tombola, kermesse, jeux concours) pour ne citer que celles-là. Air France est ainsi impliquée dans l'activité économique et sociale du pays ■



Cabine Business d'Air France

# La hausse des prix redonne le moral à l'industrie minière africaine

*Depuis quelques mois, les cours du fer, du cuivre ou de l'étain sont nettement repartis à la hausse et ont redonné le moral à tout un secteur jusque-là en panne d'investissements. Les prix d'un certain nombre de matières premières ont doublé depuis un an, certains de seulement 50% mais ceux de trois ou quatre autres ont été multipliés par trois ou quatre. En fin d'année 2016, le minerai de fer se vendait à 80 dollars la tonne, deux fois plus qu'un an auparavant, et les prix de l'étain et du zinc ont enregistré leur 4e trimestre de hausse consécutive.*

La Rédaction

Après cinq ans de crise, enfin une éclaircie ? Patrons et analystes de l'industrie minière africaine ont entamé depuis lundi 6 février, au Cap, leur grand raout annuel, revigorés par la remontée longtemps attendue des prix des matières premières. Depuis quelques mois, les cours du fer, du cuivre ou de l'étain sont nettement repartis à la hausse et ont redonné le moral à tout un secteur jusque-là en panne d'investissements. « Les prix d'un certain nombre de matières premières ont doublé depuis un an, certains de seulement 50% mais ceux de trois ou quatre autres ont été multipliés par trois ou quatre », se réjouit l'analyste Peter Major, de Cadiz Corporate Solutions. « Cette « indaba » (conférence en langues zoulou et xhosa) devrait donc être la plus importante de ces dernières années parce que tout le monde a de bonnes raisons de se réjouir et parce que tout le monde gagne à nouveau de l'argent », ajoute M. Major.

Dans de nombreux pays, comme la République Démocratique du Congo (RDC) ou l'Afrique du Sud, l'industrie minière constitue un des



moteurs de l'activité économique et, souvent, une des principales sources de revenus. Sur le continent africain, la chute des cours a fait des ravages, aussi bien dans les comptes des entreprises qu'en matière d'emploi. En 2014 et 2015, le géant brésilien Vale a annoncé avoir perdu au seul Mozambique plus d'un milliard de dollars. Et en Afrique du Sud, l'industrie minière a supprimé 50.000 emplois de 2012 à 2015, soit 10% de ses effectifs, selon la chambre des mines. « Ces cinq dernières années au moins,

j'ai toujours dit « ça ne peut pas être pire l'an prochain ». A chaque fois, ça l'a été », confie un autre expert, René Hochreiter, de Noah Capital Markets. Mais le creux de la vague semble désormais derrière nous. La Banque mondiale (BM) l'a récemment confirmé dans un rapport, en attribuant la ferme remontée des prix à un resserrement de la demande chinoise et à une baisse de la production.

## REGAIN D'OPTIMISME DE LA FILIÈRE

A l'origine de cette hausse, la BM a cité « les efforts de la Chine pour développer les secteurs de production intensive des matières premières et de la construction » et le coup de fouet donné aux prix par « l'élection américaine, qui a laissé présager une hausse des investissements en matière d'infrastructures ». A la fin 2016, le minerai de fer se vendait à 80 dollars la tonne, deux fois plus qu'un an auparavant, et les prix de l'étain et du zinc ont enregistré leur 4e trimestre de hausse consécutive.

La Banque mondiale anticipe pour 2017 une hausse moyenne des prix des métaux de près de 11%, en forte progression par rapport aux 4% envisagés dans sa précédente estimation. Le regain d'optimisme de la filière s'est aussi manifesté par la forte hausse « depuis plusieurs années » des inscriptions au «Mining Indaba», se félicite l'un de ses responsables, Kael O'Sullivan. Même si ce vent d'optimisme a chassé les nuages les plus noirs qui pesaient sur l'avenir de la filière, certains se gardent bien de verser dans l'euphorie. « Tout ça ressemble à une sur-réaction (du marché) et je n'y crois pas », refroidit Peter Major. « Le monde ne va pas sombrer dans la récession, et encore moins dans la dépression, mais le minerai de fer à 80 dollars la tonne c'est de la folie. »

## LES COURS VONT SE TASSER «TÔT OU TARD»

« Tout le monde a tendance à sur-réagir, que ce soit à la hausse ou à la baisse », estime-t-il. « Il se peut qu'il y ait un peu d'euphorie en ce moment à cause de la hausse des prix, ça va se calmer. Mais cela ne veut pas dire que ça va repartir à la baisse. » « Le climat semble meilleur que ces dernières années (...) J'espère juste que ce ne sera pas un faux départ », conclut l'analyste ■

Source : <http://www.boursorama.com>

| Notre responsabilité ÉCONOMIQUE                | Notre responsabilité SOCIALE                                            | Notre responsabilité CIVIQUE                                                             | Notre responsabilité ENVIRONNEMENTALE                                            |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
|                                                |                                                                         |                                                                                          |                                                                                  |
| <b>FINANCER L'ÉCONOMIE, DE MANIÈRE ÉTHIQUE</b> | <b>DÉVELOPPER UNE GESTION ENGAGÉE ET LOYALE DES RESSOURCES HUMAINES</b> | <b>LUTTER CONTRE L'EXCLUSION, PROUVOIR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE</b>                     | <b>AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>                                      |
| Le financement durable de l'économie           | Le recrutement, la mobilité et la formation                             | Le soutien à la microfinance et à l'entrepreneuriat social                               | Des politiques de financement engagées dans les secteurs sensibles               |
| Une éthique commerciale                        | La diversité                                                            | La lutte contre l'exclusion et la promotion du respect des droits de l'Homme             | La diminution de l'empreinte environnementale liée à notre fonctionnement propre |
| Une offre de produits responsables             | La gestion responsable de l'emploi                                      | Une politique de mécénat en faveur de la culture, de la solidarité et de l'environnement | Le soutien à la recherche contre le changement climatique                        |

**BICIG, partisane d'une Responsabilité Sociale et Environnementale se fondant sur quatre piliers et douze engagements**



BNP PARIBAS  
La banque d'un monde qui change



Avançons ensemble

[www.bicig-gabon.com](http://www.bicig-gabon.com)

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCOM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 - Fax : + 241 01 74 40 34 - Email : [bicignet@bnpparibas.com](mailto:bicignet@bnpparibas.com)



# LA RSE, LEVIER DE LA PERFORMANCE



Toutes les entreprises telles que Bureau Veritas, NSIA Gabon, Engen Gabon, FACO Construction, Shell Gabon, SOGARA, qui nous ont accordé un entretien dans votre magazine « Economie Gabon + », mettent en évidence la matérialité des enjeux RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise) directement liés à leurs activités en tant qu'entreprise citoyenne, outils au service de l'économie gabonaise. Les priorités dans ce domaine figurent, en effet, au premier rang de leur stratégie d'entreprise. Aussi est-il important que ces sociétés ou compagnies, dans un contexte international très compétitif, porte une haute exigence d'innovation non seulement dans leur capacité à révéler les défis sociétaux et accompagner les talents mais aussi dans leur vision et leur responsabilité à l'égard de la société. Animées par cette volonté de lier RSE et création de valeur par le choix de leurs enjeux stratégiques et de leur positionnement, elles ont fait le choix d'expérimenter, en partie, la formalisation proposée par le cadre de référence de l'International Integrated Reporting Council (IIRC). Celle-ci s'inscrit dans leur volonté continue d'intégrer leur responsabilité sociétale d'entreprise dans leur

système de management (analyse des risques et des opportunités, dialogue avec les parties prenantes, accompagnement du changement) dans une perspective de performance globale. Une volonté de répondre à toutes les exigences environnementales, sociétales, en termes de responsabilité.

L'aboutissement de l'intégration de la RSE est l'obtention des différentes certifications telles que l'ISO 50001 qui guide les organismes, quel que soit leur secteur d'activité, dans la mise en œuvre d'un système de management de l'énergie (Sme) ; les certifications systèmes ou produits agroalimentaires telles que ISO 9001, ISO 14001, ISO 22000, IFS/BRC, Label Rouge, IGP ; CAP 26000, autant de certifications qui permettent d'obtenir une évaluation RSE sur les quatre dimensions fondamentales : intégration de la responsabilité sociétale, implication des parties prenantes, communication et transparence, résultat et progrès. Quant à l'ISO 14001, il est le seul référentiel international reconnu pour le système de management environnemental. Basé sur le principe de l'amélioration continue (ou roue de Deming), il a pour finalité d'identifier, de vérifier et de maîtriser

les aspects environnementaux de tout organisme et précise comment piloter tout le système.

La norme ISO 20000 a été mise au point afin de s'adapter à toutes les infrastructures IT, gérées en interne ou en sous-traitance, dans l'intérêt des clients et des employés. Elle aide les entreprises à améliorer et maîtriser leur processus IT, à renforcer leur efficacité et assurer la maîtrise du niveau des services délivrés, en interne comme en externe ; la norme ISO 20121 se réfère à l'application d'un système de management de Responsabilité Sociale et Environnementale pour les activités événementielles ; la certification ISO 22000 s'applique à toute la chaîne de production agroalimentaire (Food Chain) : de la production à la remise au consommateur (éleveurs, producteurs, fabricants d'aliments du bétail, industrie agro-alimentaire, grossistes, distributeurs, restaurateurs) ; la norme ISO 27001 est un référentiel international qui spécifie les exigences concernant un système de management de la sécurité de l'information ■



ENTRETIEN AVEC MONSIEUR DICK LÉON RENOMBO, DIRECTEUR AUDIT, CONTRÔLE INTERNE ET CONFORMITÉ, RESPONSABLE RSE DES SOCIÉTÉS NSIA ASSURANCES ET NSIA VIE ASSURANCES AU GABON

# NSIA investit dans l'éducation des enfants pour l'Afrique de demain

*La compagnie panafricaine d'assurances NSIA est un groupe citoyen, certifié ISO 9001/2008 qui fait de la qualité de services son cheval de bataille. Elle intègre la responsabilité sociétale et environnementale dans son système de management. Enfin, NSIA Assurances Gabon fait partie des rares entreprises où les femmes sont les plus nombreuses, soit 53% de femmes et 47% d'hommes.*

Par Dr Nelto et Anne Marie Jobin



Dick Léon Renombo, Directeur Audit, Responsable HSE

«Au sein du groupe NSIA, nous avons bien conscience des enjeux liés aux problématiques QSE et RSE»

**ECONOMIE GABON+ :** Face à la montée en puissance de la lutte contre le changement climatique (entrée en vigueur de l'Accord Paris), du rôle croissant des ONG multinationales, de l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD), de la signature des Principes de l'Equateur (prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance pour tout investissement supérieur ou égal à 10 millions de dollars) par les institutions financières, ni les Etats africains, ni les entreprises, ne peuvent plus envisager leur développement économique sans intégrer la RSE. Il est en effet exigé le respect de l'équilibre entre l'équité

sociale, la préservation de l'environnement et le développement économique dans tous les projets réalisés.

Quels sont les enjeux de la QSE, de la RSE pour une compagnie panafricaine d'assurance comme la vôtre ?

**Renombo Dick-Léon :** Je vous remercie de l'opportunité que vous m'offrez de vous parler des activités RSE/QSE du groupe NSIA et principalement des filiales NSIA Assurances et NSIA Vie Assurances au Gabon. C'est en 2009 que le président du groupe NSIA, Assurances et Banque, M. Jean Kacou Diagou a émis le vœu de tout mettre œuvre afin d'arrimer l'ensemble des filiales au système de management de la Qualité (SMQ).

Depuis lors, onze filiales sur les vingt-cinq que compte actuellement le Groupe ont obtenu le certificat de conformité aux exigences normatives de l'ISO 9001 vs 2008.

Pour ce qui est du groupe au Gabon, c'est en mars 2015 que nous avons obtenu notre Certificat. Dans les mois à venir, nous comptons présenter nos activités en audit d'évaluation en vue de l'obtention du Certificat ISO 9001 vs 2015.

Outre l'implémentation du SMQ lancée en 2009, l'année 2014 a vu la création à Abidjan, en Côte d'Ivoire, de la Fondation NSIA.

En effet, c'est avec la volonté de structurer et de renforcer l'engagement sociétal et environnemental du Groupe et des filiales dans leur espace de développement que la Fondation NSIA a vu le jour. Dans la même période des responsables RSE ont été nommés dans chaque entreprise. Un administrateur référent, chargé de la Gouvernance, de l'Ethique et de la RSE en la personne de M. Béné Boevi Lawson a été nommé pour conduire ce comité spécialisé du Conseil d'Administration au sein du groupe. Nous avons également adopté une Charte RSE, un Code d'Ethique.

C'est pour ainsi dire qu'au sein du Groupe NSIA, nous avons bien conscience des enjeux liés aux problématiques QSE et RSE. Ce sont des leviers de performance qui nous obligent à intégrer l'ensemble des parties prenantes (clients, fournisseurs, ONG, association, administrations publiques et privées, populations environnantes, environnement, salariés, actionnaires...) de la société dans notre stratégie de développement.

**DES ACTIONS SOCIÉTALES AU PROFIT DES COUCHES SOCIALES ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES**

**ECONOMIE GABON+ :** Comment menez-vous vos activités de la protection de l'environnement et de la RSE dans vos différents champs d'activités ?

Nous avons d'une part les activités réalisées directement par la Fondation NSIA et d'autre part les activités réalisées librement par les filiales. En ce qui

concerne les actions réalisées par les filiales NSIA du Gabon nous pouvons citer l'économie d'énergie en vue de lutter contre le réchauffement climatique. A travers la sensibilisation et la chasse au gaspillage, nous avons pu réduire de 30% notre consommation d'énergie électrique.

Nous allons dès cette année organiser la récupération de l'ensemble des déchets de matériels informatiques de la société et veiller à la destruction ou au recyclage des cartouches d'encre et éviter ainsi la pollution de ces déchets.

A l'endroit des jeunes élèves d'écoles publiques primaires, nous offrons à chaque rentrée des classes des kits scolaires (un sac à dos avec des cahiers et autres petites fournitures). Des récompenses aux meilleurs élèves du ptytanée militaire (ordinateurs, bourse...).

Toujours dans le cadre de l'éducation, nous œuvrons afin de susciter les vocations des jeunes collégiens et lycéens via la visite d'entreprise et la découverte des métiers. Tel a été le cas avec les élèves de classe de 1ère du Collège Immaculée Conception à qui NSIA Assurances a ouvert ses portes et présenter les métiers de l'assurance.

Nous faisons également la promotion du sport à l'endroit de son personnel à travers NSIA Sport et à l'endroit des populations via l'accompagnement d'associations visant à favoriser la pratique du basket ball (BAC League) et à lutter contre l'inactivité des jeunes.

Dans le volet social, des bons d'achat sont distribués au personnel féminin à la fête des mères et au personnel masculin à la fête des pères. Diverses activités sportives sont encouragées et financées par la société. Un accent est mis au renforcement des capacités du personnel à travers le financement de formation. Il y a une pléthore d'actions et nous ne pouvons pas toutes les énumérer ici. Je terminerai juste cette question en disant que l'effectif de NSIA Assurances est composé à 53% de femmes. C'est pour ainsi dire que la question centrale relative aux droits des hommes est parfaitement intégrée avec zéro discrimination.

**Economie Gabon+ :** La mise en place de la RSE, au sein d'une compagnie panafricaine des assurances comme NSIA, est-elle une obligation des instances internationales ou bien répond-elle à une démarche structurée et planifiée pour contribuer au développement durable de votre entreprise ?

La prise en compte de la RSE dans notre modèle de développement est une volonté au plus haut niveau du président du groupe et de l'ensemble des DG. Conscient de notre responsabilité sociale et sociétale au sein de l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités, nous ne pouvons pas ne pas prendre en compte les problématiques qui y découlent. Ainsi, notre programme annuel 2017

des actions RSE intègre le volet social avec des actions au bénéfice du personnel, le volet économique avec des actions au bénéfice de nos clients et le volet sociétal avec des actions à l'endroit des populations sensibles (orphelins, filles mères, jeunes déscolarisés pour défaut de moyen financier) mais aussi des actions en faveur de l'environnement (économie d'énergie, recyclage...).

**NSIA CERTIFIÉE ISO 9001/2008**

**ECONOMIE GABON+ :** La performance d'une entreprise se mesure aussi à la qualité de ses services aux clients et à son personnel. Quelle politique de la qualité et de la culture d'entreprise menez-vous pour maintenir NSIA au plus haut dans un secteur aussi concurrentiel que celui des assurances ?

La proximité avec nos clients, l'écoute et la prise en compte immédiate des réclamations de ces derniers et un service après-vente très réactif constituent notre première force. A cela, s'ajoute le déploiement chaque année d'un programme de formation à l'endroit du personnel.

**ECONOMIE GABON+ :** Le numérique est devenu un secteur économique et social incontournable. Pouvez-vous nous expliquer les enjeux de vos innovations numériques dans un Gabon où la banque électronique n'est pas encore totalement entrée dans les habitudes des populations mais en pleine croissance ?

Nous avons des projets en cours, mais rien de concret pour le moment. Toutefois, la réflexion est lancée au niveau du groupe pour ne pas rester en marge des innovations du secteur du numérique. Pour le paiement sur place lors de la souscription, cela peut se faire aussi via Airtel Money. ■



SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Sommet sur la coopération énergétique régionale en Afrique de l'Ouest



INTERVIEW DE M. JEAN PIERRE PAYET, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENGEN GABON

# La RSE est au cœur des opérations d'Engen Gabon

*Filiale de la division internationale d'Engen Afrique du Sud du groupe pétrolier malaysien PETRONAS, Engen Gabon, dans le cadre de sa Responsabilité sociétale, est respectueuse du bien-être de ses employés, de ses partenaires, de ses clients ainsi que des communautés avec lesquelles elle opère. Mieux, elle veille au respect des valeurs QHSE et s'attache à améliorer son savoir-faire dans tous les aspects de ses activités.*

Par Dr Neltah



Jean Pierre PAYET, Directeur Général ENGEN GABON

**Economie Gabon+ :** A travers la RSE, les entreprises intègrent non seulement la recherche de la performance économique, les préoccupations sociales et la préservation de l'environnement, mais aussi la prise en compte de la dimension culturelle, des droits humains, de l'exigence de la bonne gouvernance et du respect de l'éthique dans leurs activités et dans leur interaction avec les parties prenantes (fournisseurs, clients, actionnaires, syndicats communauté, ONG). Adhérez-vous à cette définition de la RSE et quel est votre commentaire ?

**Jean Pierre Payet, Directeur Général d'Engen Gabon :** Appartenant au groupe PETRONAS et filiale de la division internationale d'Engen Afrique du Sud, Engen Gabon bénéficie des standards internationaux ainsi que les normes et procédures liées à notre politique RSE. Nous prenons en compte dans notre stratégie et dans notre fonctionnement au quotidien les questions sociales, sociétales et environnementales. Respectueux du bien-être de nos employés, de nos partenaires, de nos clients ainsi que des communautés avec lesquelles nous opérons, nous veillons au respect des valeurs SQE et nous nous attachons à améliorer les pratiques dans tous les aspects de nos activités.

**Economie Gabon+ :** Quelle est l'importance qu'une entreprise de distribution de produits pétroliers accorde à la RSE ? Pouvez-vous nous décliner les grands axes que vous développez ?

La RSE est au cœur de nos opérations. Nous nous engageons au respect des réglementations en vigueur au Gabon, aux règles internationales du secteur et aux

standards de notre groupe. Ces valeurs sont non négociables et s'inscrivent dans nos responsabilités au quotidien. Nous nous assurons du bien-être de nos employés dans un cadre leur permettant de développer leurs compétences et de s'épanouir en se projetant dans le futur. Nos opérations et nos projets intègrent du mieux possible les techniques les plus élaborées en matière d'économie d'énergie, de gestion des déchets, de la pollution des sols à la protection de l'environnement. Nous mettons tout en œuvre pour créer une économie viable, ayant un impact positif sur la société et au sein de la communauté dans laquelle nous opérons.

**Economie Gabon+ :** Le cadre normatif et principalement la norme ISO 26000 qui concerne la RSE constitue-t-elle une panacée ou plutôt une nouvelle contrainte internationale ? Autrement dit, quels en seraient les apports et les perspectives pertinentes pour le Gabon ?

Il est important de ne pas considérer cette norme comme une contrainte, mais au contraire comme une façon de nous améliorer en ayant des canevas bien précis. C'est une aide non négligeable à l'amélioration continue. En ce qui concerne le Gabon, il ne faut pas oublier que nous sommes à l'ère du Gabon Emergent : Gabon Vert, Gabon Industriel et Gabon des Services, de ce fait la Responsabilité Sociétale des Entreprises prend tout son sens car elle s'imbrique complètement dans ce projet de société du président de la République. La responsabilité sociétale des entreprises est identifiée comme un moyen privilégié pour inviter les entreprises à participer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable.

Pour développer sa responsabilité sociétale, il s'agit de comprendre ses impacts sur l'environnement et la société, de les assumer, d'en rendre compte et de mettre en œuvre une démarche de progrès continu, en s'appuyant éventuellement sur des ressources du territoire en fonction de ses besoins, et de la maturité de sa démarche RSE.

**DES INSTALLATIONS, PRODUITS ET SERVICES CONFORMES AUX EXIGENCES LÉGALES APPLICABLES ET AUX NORMES DE L'INDUSTRIE**

**Economie Gabon+ :** Engen Gabon est une société citoyenne de la grande distribution des produits pétroliers, avez-vous déjà obtenu votre certification ISO qualité, sécurité et santé au travail et environnementale ?

Faisant partie d'un groupe international qui est celui de PETRONAS, nous bénéficions directement des certifications à travers nos standards d'opérations. Nous pouvons citer l'ISO 9001 ainsi que l'ISO 14001. De plus Engen Gabon s'est particulièrement distingué en 2014 et 2015 par ses bonnes performances, récompensé par l'Awards RSE & QSE.

**Economie Gabon+ :** Quels sont les principaux risques environnementaux liés au stockage des produits pétroliers ? Par quels protocoles peut-on prévenir ces risques et limiter l'impact environnemental du stockage de ces produits ?

Les principaux risques environnementaux liés au stockage des produits pétroliers que nous rencontrons sont les suivants : le déversement de produit (pollution des sols/eaux souterraines par infiltration) ; l'émission des vapeurs d'essence (risque d'accumulation de vapeurs toxiques à basse altitude) et la production des déchets solides ou liquides souillés aux hydrocarbures

Dans le cadre de nos activités, nous prendrons toutes les mesures raisonnables et praticables pour prévenir et éliminer le risque de blessures, les risques pour la santé, et les dommages à la propriété, et nous prendrons des mesures proactives à l'égard de la conservation et de la préservation de l'environnement d'une manière raisonnable et rentable.

Pour atteindre ces objectifs, nous allons, d'une part, veiller à ce que nos installations, produits et services soient conformes aux exigences légales applicables et aux normes de l'industrie, et fournir les ressources nécessaires, l'organisation et la formation, et de communiquer avec les employés, les entrepreneurs, les clients, les fournisseurs et le public en ce qui concerne les questions appropriées sur la santé, la sécurité et l'environnement ; et, d'autre part, veiller à ce que les plans d'urgence soient en place et maintenus pour faire face aux situations d'urgence et revoir périodiquement la santé, la sécurité et les systèmes et les pratiques de gestion de l'environnement afin d'assurer leur amélioration continue, et travailler avec les principales parties prenantes sur les questions de développement durable afin de trouver des moyens pour répondre aux besoins du présent sans compromettre les besoins des générations futures.

**« Engen Gabon envisage son expansion à travers le pays avec des constructions de nouvelle génération prenant en compte le développement durable, la préservation et la protection des ressources et les économies d'énergies »**

**Economie Gabon+ :** Comment menez-vous les activités de la RSE dans vos différents champs d'activités ?

Aujourd'hui, la RSE est véritablement institutionnalisée dans le monde de l'entreprise. Concrètement, les démarches et stratégies RSE renvoient aux différentes politiques mises en place pour contribuer par exemple à la protection de l'environnement, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi à l'amélioration de la qualité des produits, à l'inclusion sociale ou au développement économique... Si on associe beaucoup la RSE à la protection de l'environnement, ce n'est donc pas le seul domaine où elle intervient. Économique, sociale, culturelle et même éducative : la RSE est présente dans tous les domaines.

**Economie Gabon+ :** Avez-vous amélioré le concept et la pratique sur le terrain de la RSE par rapport à votre stratégie de développement durable ?

A l'heure actuelle, la RSE est en pleine évolution. Engen International a mis en place de nouveaux moyens d'agir pour le développement durable, afin d'améliorer sa performance et aussi maîtriser son impact sur l'environnement. Les formations de nos employés et de nos collaborateurs ont été mises en place afin de s'assurer des bonnes pratiques RSE et le développement d'outils appropriés afin de contrôler et de mesurer l'impact de nos opérations. Cependant, la RSE profite également des évolutions technologiques et économiques que nous nous efforçons d'appliquer.

**Economie Gabon+ :** Quelles sont vos perspectives de développement à moyen et long termes à travers le Gabon ?

La norme ISO 26000 définissant la Responsabilité Sociétale des Entreprises, comme sa responsabilité vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, Engen Gabon se positionne dans un premier temps sur une remise à niveau de son réseau, en le modernisant suivant la réglementation en vigueur et la demande des clients tout en respectant la communauté environnante.

Par la suite et suivant ses opportunités foncières, Engen Gabon envisage son expansion à travers le pays avec des constructions de nouvelle génération prenant en compte le développement durable, la préservation et la protection des ressources et les économies d'énergies ■

# Protéger l'environnement, c'est l'engagement citoyen d'ENGEN

*Dans ce message de prise de position ferme en faveur du capital naturel, M. Mohd Farid Mohd Adnan, Managing Director and CEO Engen International HOLDING LIMITED, engage Engen à se conformer à la législation environnementale internationale et par conséquent à l'excellence en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de qualité dans toutes ses activités où qu'il opère. Leur attention portée à HSEQ garantit leur durabilité à long terme et leur permet de reconnaître, par leurs intervenants internes et externes, qu'ils sont une société citoyenne responsable.*



Mohd Farid Mohd Adnan

**S**anté, Sécurité, Environnement et Qualité (HSEQ) demeurent à la pointe de notre métier et, en tant que société citoyenne responsable, nous continuons à faire de notre mieux pour nous conformer à toutes les réglementations dans les territoires où nous sommes présents. Le cadre de contrôle obligatoire (MCF) de PETRONAS demeure une norme interne critique sur la façon dont nous menons nos activités. L'objectif du MCF est d'améliorer HSEQ en constituant un cadre de haut niveau pour la gestion des risques associés.

Pour nous conformer à la législation environnementale, nous avons terminé l'installation des unités de récupération de vapeur (VRU) dans toutes les installations nécessaires, de la fabrication aux dépôts. Notre terminal de dépôts ainsi que l'installation de chargement ferroviaire de Tara Road à Wentworth, Durban, ont également été inclus dans ce périmètre et sont presque achevés, une grande partie des travaux ayant été achevés en 2015.

## AMÉLIORER LA GESTION DE LA HSEQ ET LES PRATIQUES DANS TOUTES LES ACTIVITÉS ENGEN

Respectueux de la santé et de la sécurité, nous cherchons constamment à améliorer la gestion de la HSEQ et à améliorer les pratiques dans tous les aspects de nos activités. Nous cherchons également à tirer parti de la technologie pour nous fournir les bonnes solutions. Nos efforts pour créer un environnement de travail sécuritaire dans l'ensemble de nos installations ont continué à porter leurs fruits en 2015. Nous avons signalé zéro décès et nous avons également subi un redressement de l'entretien des raffineries sans perte de temps (LTI).

## ÉLABORATION DU PLAN D'ADAPTATION DES INSTALLATIONS LES PLUS À RISQUE

De plus, nous avons adopté un système efficace de gestion des risques de l'entreprise pour identifier, évaluer, surveiller, rapporter et atténuer les risques commerciaux. Notre objectif est de protéger et de créer de la valeur grâce à nos activités commerciales. Le soutien de ces activités nous amènera à gérer objectivement l'exposition et les risques dans tous les domaines de la chaîne de valeur.

Face à la pression croissante sur les ressources en eau à l'échelle mondiale, la croissance des entreprises devient intrinsèquement liée à la sécurité de l'approvisionnement en eau, en particulier dans certaines des zones stressées par l'eau en Afrique subsaharienne. Reconnaisant cela, nous avons appliqué une méthodologie développée par PETRONAS pour calculer la disponibilité de l'eau. Beaucoup de nos installations en Afrique du Sud opèrent dans des zones avec une pénurie d'eau sévère. C'est pourquoi nous avons engagé l'élaboration du plan d'adaptation pour les installations les plus à risque et que nous avons achevé au cours de 2016. Entre-temps, nous avons mis en œuvre des initiatives d'économie d'eau à notre raffinerie de Durban. Le processus de raffinage représente la majorité de nos besoins en eau et il reste un axe de nos efforts.

## UN ENVIRONNEMENT SAIN FOURNIT DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ESSENTIELS POUR TOUS

En somme, notre vision du développement durable se fonde sur l'importance de créer et de protéger la valeur à travers cinq capitaux durables, à savoir les sociaux et relationnels, humains, fabriqués, naturels et financiers. Dans le but d'offrir des produits et des services de haute qualité à nos parties prenantes, nous nous efforçons d'améliorer continuellement notre création de valeur et de remédier aux impacts négatifs dans les cinq capitales. L'industrie pétrolière et gazière, dépendante de combustibles fossiles non renouvelables, a des impacts environnementaux par la production et l'utilisation de ses produits. Il est donc essentiel que ces impacts soient continuellement minimisés grâce à l'amélioration de l'efficacité et à une meilleure gestion des émissions, des déchets et des effluents.

Un environnement sain fournit des services écosystémiques essentiels pour tous, notamment la réglementation des maladies, des ressources en eau propres et suffisantes et un environnement sain pour les cultures, le bétail et, éventuellement, des collectivités fortes. Nous visons également à améliorer continuellement le capital social durable en Afrique subsaharienne et dans les Îles de l'Océan Indien où nous opérons. Il y a des défis en ce qui a trait à l'accès à l'énergie abordable, au développement des compétences et à la création d'emplois. Nous croyons qu'il est essentiel que les entreprises aient un impact positif en participant activement au développement communautaire. Ceux-ci contribuent finalement à l'atténuation de la pauvreté et mènent à des communautés dynamiques.

Nous valorisons également nos employés et nous nous efforçons de les protéger des dangers et de l'exposition aux substances nocives. Nous visons à y parvenir par nos processus et nos systèmes. Nous formons et transformons aussi notre peuple en dirigeants qui peuvent rendre toutes ces aspirations possibles. En fin de compte, la pérennité de notre capital financier dépend de notre rendement sur les quatre autres capitaux durables.

Source : Engen International HOLDING LIMITED

Avec nous vous êtes Numéro Un



**ENGEN**

INTERVIEW DE M. DAVID MARSE DG DE BUREAU VERITAS GABON

# Bureau VERITAS apporte de la confiance dans un monde à risques

**Ses clients, dans tous les secteurs, misent sur son expertise technique et son engagement à leur service. Bureau Veritas les accompagne dans les normes QHSE internationales, systèmes de management sectoriels et de développement durable. En effet, les entreprises s'appuient sur la certification afin de gérer les risques, améliorer leurs performances et démontrer l'excellence de leurs systèmes de management. Bureau Veritas Gabon est certifié ISO 9001 et OHSAS 18001. Enfin, le chiffre d'affaires du groupe Bureau Veritas, 4.6 milliards d'euros, confirme sa capacité à générer une croissance solide et rentable.**

Par Dr. Neltoh &amp; Anne Marie Jobin

**Economie Gabon+ :** Bureau Veritas est une société de services proposant des prestations couvrant l'inspection, l'audit, les tests jusqu'à l'analyse, touchant à de nombreux domaines. Quelles sont ses activités principales quand on sait qu'à sa fondation en juillet 1828, c'était un Bureau de renseignements pour les assurances maritimes dans le but d'établir la vérité et de l'exposer sans appréhension ni favoritisme ? Pouvez-vous nous présenter Veritas et ses filiales africaines en particulier Veritas Gabon ?

**David MARSE Directeur Général de Bureau Veritas Gabon :** Bureau Veritas compte 66 000 employés, 1400 bureaux et laboratoires dans le monde et travaille pour plus de 400 000 clients. Le groupe Bureau Veritas a réalisé un chiffre d'affaires de 4,6 milliards d'euros en 2015. Son rôle est d'aider les entreprises et les administrations à se conformer à une législation en identifiant les réglementations applicables, en vérifiant la conformité et en attestant du respect des normes QHSE. D'autre part, nous participons à la réduction des risques en contrôlant la chaîne d'approvisionnement, en réalisant une analyse des risques et en réduisant l'exposition aux risques QHSE. De plus, nous permettons à nos clients d'augmenter leurs performances par une reconnaissance à travers la certification, une externalisation des services QHSE ou une optimisation des fonctions QHSE.

En Afrique, Bureau Veritas est présent dans la quasi-totalité des pays et propose l'ensemble des services du groupe. Au Gabon, nous intervenons dans les secteurs d'activité suivants : marine & offshore (classification des navires), matières premières et biens de consommation (contrôle qualité et quantité), services aux gouvernements & commerce international (Programme Gabonais d'Evaluation de la Conformité), services à l'industrie (contrôle des appareils, des matériels et des prestations), construction (assistance à maîtrise d'ouvrage, contrôle technique, étude d'impact environnemental, étude de danger) et certification et formation (ISO, OHSAS, FSC, OLB).

## DEPUIS 20 ANS BUREAU VERITAS TRAVAILLE AU GABON DANS L'INTÉRÊT DES HOMMES ET DES ENTREPRISES

**Economie Gabon+ :** Veritas intervient au Gabon dans le domaine du contrôle technique de construction des infrastructures de base. Notre pays est couvert à plus de 90% de forêt et bordé de plus de 800 km

de côte maritime. Travaillez-vous aussi sur les problématiques relatives à l'environnement et à la gestion durable des massifs forestiers ainsi qu'aux autres ressources naturelles ? Qui sont vos partenaires ?

Au travers des études d'impact environnemental, des audits et des certifications de type OLB (Origine et Légalité des bois) ou FSC (Forest Stewardship Council), nous accompagnons les entreprises et les autorités de ce secteur pour une gestion durable de ces ressources. Dans la sous-région nous avons certifié 20 entreprises en OLB. Au Gabon, CBG, CPBG, CEB, Precious Woods, SOMIVAB, THEBAULT TRANSBOIS, TGI, SBM, PLACAGES DEROULES DU GABON et ONAB font confiance à Bureau Veritas dans le cadre du FSC. D'autre part, de grands industriels comme TOTAL GABON, COMILOG, SOBEA, PETRO GABON SOGABEL et HOGT sont certifiés en ISO 14001, la certification environnementale faite par Bureau Veritas.

## 20 ENTREPRISES CERTIFIÉES EN OLB DANS LA SOUS-RÉGION

**Economie Gabon+ :** Parmi vos principales activités il y a la certification, l'évaluation de conformité. Comment sont-elles étudiées et comment sont-elles pressenties puis accueillies par vos clients ? Sont-elles spécifiques dans chaque pays où vous opérez ?

La certification et l'évaluation de la conformité sont perçues de manières différentes si vous sous-entendez par évaluation de la conformité le PROGEC. Dans le premier cas, il s'agit d'une démarche volontaire qui vise à améliorer sa performance et obtenir une reconnaissance à l'international. Dans le second cas, il s'agit d'une obligation. Comme il s'agit d'une nouvelle procédure, elle est parfois mal comprise mais s'inscrit dans une démarche vertueuse qui participera, avec le guichet unique et le scanner, à la fluidité des importations et à l'élimination des produits potentiellement dangereux du territoire gabonais.

**Economie Gabon+ :** Quelles sont les activités leader que Veritas développe au Gabon ?

Notre activité phare au Gabon concerne la réalisation des contrôles techniques à la construction. Au cours de ces 20 dernières années, nous avons contrôlé les plus gros chantiers de construction au Gabon, les plus récents étant ceux de la CAN 2017 avec les stades d'Oyem et de Libreville, les ponts de la route Port-Gentil/Libreville, la Cour Constitutionnelle et bien d'autres.

Cependant, tous les secteurs sont importants, nous sommes dans l'attente et prêts à nous redéploier quand le prix des matières premières permettra la reprise d'investissements conséquents. Nous accompagnons d'ores et déjà les entreprises qui se sont lancées dans la transformation de ces matières premières.

## NOTRE DEVISE : QUALITÉ, SÉCURITÉ, CLIMAT SOCIAL ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, OUTILS D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

**Economie Gabon+ :** Quels sont les grands axes de vos activités dans le domaine de la RSE ? Quelle est l'importance qu'une grande compagnie, une multinationale implantée au Gabon, accorde à la RSE, au QHSE ? Quels sont les enjeux de la RSE au sein d'une entreprise locale ou multinationale ?

L'ensemble des audits, des études, des formations, des contrôles et des certifications que Bureau Veritas propose s'inscrivent dans une démarche

David MARSE,  
Directeur Général VERITAS Gabon

d'amélioration de la responsabilité sociale et environnementale. Pour toutes les entreprises ou les administrations, il s'agit d'abord de se poser les bonnes questions : dans quel monde souhaitons-nous vivre et quel monde souhaitons-nous laisser à nos enfants ?

Mais il ne s'agit pas seulement de morale, les enjeux économiques sont aussi très importants. Pour toutes les entités, travailler sur ces questions implique de travailler sur ses organisations, ses procédures et permet d'améliorer son fonctionnement et donc ses performances. De plus, l'obtention d'une certification permet de valider un standard et donc d'améliorer son image au niveau international.

Pour les multinationales, on ne parle pas de préconisation mais quasiment d'obligation, notamment pour celles qui sont cotées en bourse. Une crise sociale est de nature à inquiéter les investisseurs et les actionnaires, un accident environnemental révèle des non conformités dans le fonctionnement, et instaure de la méfiance chez de potentiels clients. Ne pas travailler sur ces sujets, c'est prendre de très gros risques. La qualité, la sécurité, le climat social, le respect de l'environnement sont non seulement des objectifs mais aussi des outils d'amélioration de la performance ■

• Marine & Offshore  
• Industrie  
• Inspection & Vérification en Service  
• Construction

• Certification  
• Matières Premières  
• Biens de Consommation  
• Services aux Gouvernements & Commerce International

**Votre partenaire**  
**Qualité, Santé et Sécurité, Environnement**

Se conformer à une législation - Réduire les risques - Augmenter les performances

**Move Forward with Confidence**

B.P. 1005 - LIBREVILLE / TÉL.: 01 74 01 46  
Email: contact.gab@bureauveritas.com

## ENTRETIEN AVEC M. HANS FAHRNI PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FACO CONSTRUCTION

# FACO Construction consacre environ 1.5 % de son chiffre d'affaires au HSE

*Entreprise citoyenne, FACO Construction, certifiée en qualité ISO 9001, c'est 120 personnes embauchées et environ 150 sous-traitants. Elle opère dans des filières très différentes mais toutes dans le domaine du bois : déroulage, contreplaqué, charpente, ossature bois et aussi menuiserie, ébénisterie. Au regard de ce potentiel, M. Hans Fahrni reste convaincu que chaque jeune Gabonais doit pouvoir suivre un apprentissage, pratique et théorique, et qu'au bout de 3 années minimum, ses études doivent être couronnées par l'obtention d'un diplôme qui le qualifie professionnellement.*

Par Anne Marie Jobin

**Economie Gabon+ :** La situation économique, aussi bien du Gabon que des pays de la zone CEMAC, est bien morose. Comment se porte FACO Construction dans cette difficile conjoncture économique généralisée ?

**Hans Fahrni :** FACO n'est pas plus épargnée que d'autres entreprises de la place et nous avons subi une forte baisse de notre chiffre d'affaires en 2016 due aux aléas politiques. Les résultats se traduisent par une absence d'investissements extérieurs, qui ne permettent pas à l'Etat de payer ses arriérés et qui a pour conséquence directe un manque d'investissement de notre part, investissement pourtant indispensable en termes de renouvellement de matériel qu'on ne peut pas générer dans un tel contexte. Nous voulons rester optimistes et nous souhaitons que 2017 soit favorable à une croissance progressive dans notre secteur.

Actuellement nous construisons le siège social de la BGFI Banque et nous espérons que les projets qui auraient dû être réalisés en 2016 ne sont que reportés, ce qui nous permettrait de retrouver notre chiffre d'affaires de 2015. Nous avons tout le potentiel pour les réaliser, tant matériels qu'humains. Aujourd'hui, FACO Construction c'est 120 personnes embauchées et environ 150 sous-traitants.

**Economie Gabon+ :** FACO a-t-elle œuvré pour la CAN 2017 ? Si oui, quels ont été les travaux effectués et dans quel stade ?

Nous n'avons pas été sollicités et il n'y a pas eu d'appels d'offres ouverts. Les travaux ont été réalisés par des sociétés étrangères. Nous aurions souhaité être impliqués ne serait-ce qu'en qualité d'acteurs économiques et sociaux présents dans le pays depuis de si nombreuses années.

### L'ÉCOLE DE BOIS DE BOUÉ STOPPÉE DEPUIS FIN 2015 FAUTE DE FINANCEMENT

**Economie Gabon+ :** La société FACO a été créée il y a 25 ans (1990) par vous, M. Hans Fahrni. Vous disiez lors de notre première interview que votre entreprise s'est appropriée, en sa qualité d'entreprise citoyenne, le système de formation professionnelle duale suisse, en l'intégrant dans les différents pôles autonomes mais complémentaires de son activité multicarte, pour une formation professionnelle améliorée des jeunes Gabonais aux fins d'une meilleure adéquation avec les besoins du marché. Qu'en est-il aujourd'hui et quels sont les résultats obtenus en 2016 et les perspectives pour 2017 ?

Le programme de la formation professionnelle duale reste un succès, mais un succès non abouti. Permettez-moi de retracer un petit historique. Nous avons initié ce programme de formation des jeunes Gabonais dans les métiers du bois en 2012. Au sortir de ce premier cru, fin 2016, après 3 années de formation, nous sommes satisfaits des résultats constatés. 162 élèves sont actuellement insérés dans les entreprises et 15 ont obtenu un diplôme Bac technique Dual.

Au lancement de cette initiative, nous étions 3 entreprises participatives, participatives veut dire que ces mêmes entreprises s'engagent et suivent ces jeunes en les faisant travailler, pratiquement et théoriquement. Aujourd'hui, et je tiens à le souligner, nous sommes 96 entreprises formatrices situées à Libreville, Port-Gentil et Oyem. L'engouement de la part des sociétés, depuis le début, n'est donc pas à démontrer. Je déplore que l'Etat ne nous suive plus parce que nous avions prévu de créer des écoles de formation professionnelle, une formation qui permet de graver les échelons pour arriver à l'ultime stade de techniciens supérieurs, d'ingénieurs...

L'école de bois de Boué est stoppée depuis fin 2015 faute de financement, et, par voie de conséquence, le programme de formation suisse est sur le point de se retirer. Je ne baisse pas les bras et je caresse l'espoir de vivre un revirement de situation par la reconnaissance de ce processus par l'appareil du pouvoir éducatif. Ce processus est appliqué dans le monde entier puis mis en œuvre et reconnu comme le meilleur. Nous considérons que chaque jeune Gabonais doit pouvoir suivre un apprentissage, pratique et théorique, et que ces 3 années minimum soient couronnées par l'obtention d'un diplôme qui le qualifie professionnellement.

### CRÉER UNE FÉDÉRATION POUR DÉFINIR LES BESOINS ET LES ORIENTATIONS

**Economie Gabon+ :** Seriez-vous enclin à accepter des fonds issus de sociétés privées pour relancer cette formation ?

Je suis convaincu que tout le monde a un rôle à jouer. Je pense que l'Etat doit garder sa place en règlementant, en cadrant le processus du domaine de l'apprentissage et alors, oui, nous pourrions envisager de travailler en collaboration avec l'ensemble des sociétés déjà impliquées pour dispenser un enseignement technique à ces jeunes apprentis. A mon sens, il faudrait créer une fédération qui aurait pour mission de définir les besoins, les orientations à préconiser. Des pays comme l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche ont adopté cette pratique depuis longtemps. Au Gabon, parmi ces entreprises participatives, nous comptons des filières très différentes mais toutes dans le domaine du bois : déroulage, contreplaqué, charpente, ossature bois et aussi menuiserie, ébénisterie... Le potentiel existe.

**Economie Gabon+ :** Vous nous disiez également, lors de cet entretien, que vous avez entrepris une am-



Hans FAHRNI, PDG Faco Construction

bitieuse démarche qualité dont le résultat sera l'obtention en fin d'année 2015 du Certificat en qualité ISO 9001. Cela parce que, affirmiez-vous, le futur d'une entreprise, c'est la qualité de son capital humain. « Il faut toujours être le meilleur, c'est notre démarche qualité chez FACO Construction. » Avez-vous obtenu cette certification ? Si oui, quel peut être l'impact de cette certification sur le fonctionnement et la gouvernance de FACO Construction ?

Nous sommes certifiés depuis décembre 2015 suite à une formation interne de 3 années. C'est assez important pour le souligner. Cette démarche est lourde et ne peut pas être envisagée sans la participation de l'ensemble de nos salariés, des manœuvres jusqu'aux cadres. Chacun doit adopter une attitude adaptée au système local. Vous ne pouvez pas copier/coller un processus employé ailleurs, dans d'autres pays. C'est une démarche inter-entreprise qui nous conduit à une autonomie, à un sens des responsabilités dans l'exécution de nos tâches, dans notre rôle, c'est une motivation aussi pour la direction qui donne à présent des orientations de ce qui a été bâti collectivement. Cela change tout. Nous n'avons plus une direction pyramidale mais une gouvernance latérale dans laquelle chacun joue son rôle. C'est une remise en question des fondamentaux, donc une « rééducation de gouvernance ». Aujourd'hui, nous nous fions à des indicateurs bien précis. Chaque fin de mois nous collectons les informations secteur par secteur, nous les identifions et les analysons. Ce n'est plus un management traditionnel, c'est une organisation lissée. De cette façon, l'éventuelle erreur commise est détectable dans l'immédiat, ce qui permet de la corriger sur-le-champ. Et enfin, une fois acquise, cette certification est gage de crédibilité. Elle dépend d'un système universel transposable.

### UNE NOUVELLE GRILLE SALARIALE INTER-ENTREPRISE

**Economie Gabon+ :** Par ailleurs, il y a aussi le cadre normatif et essentiellement la norme ISO 26000 qui concerne principalement la RSE. Cette norme constitue-t-elle une panacée ou plutôt une nouvelle contrainte internationale pour votre entreprise ? Autrement dit, quels en seraient les apports et les perspectives pertinentes pour FACO Construction et le Gabon ?

FACO est une PME, pas une multinationale même si nous avons la volonté d'avancer. La RSE, telle qu'elle est pratiquée par de grands groupes grâce à d'importants budgets consacrés à cet effet, elle a effectivement tout lieu d'être imposée. Nous, nous menons au sein de FACO de nombreuses actions en faveur de nos employés en menant une politique

destinée à mettre en place une nouvelle grille salariale inter-entreprise, ce qui est très novateur. Elle tient compte de la classification des compétences de chacun. Je rappelle que les dernières indications salariales au Gabon ont été définies en 1976. Même si elles furent révisées 2 fois, elles ne correspondent plus aux réalités de l'économie du marché. Par ailleurs, la formation professionnelle que nous dispensons à de nombreux jeunes prouve notre implication et la hauteur de notre engagement vis-à-vis de nos responsabilités sociales et sociétales.

**Economie Gabon+ :** Ambitionnez-vous également d'obtenir une certification ISO qualité, sécurité et santé au travail et environnementale ?

Nous sommes ISO 9001, donc obligés d'avoir une rigueur de la politique HSE qui effectivement peut être qualifiée par une certification, mais nous considérons, à ce jour, ne pas avoir suffisamment de visibilité et de perspectives commerciales pour nous engager dans cette voie. Néanmoins, la sécurité, l'hygiène sont des facteurs primordiaux pour nous. Pour preuve, en 2015, nous déplorions 5 accidents du travail mineurs, en 2016, seulement 2 accidents mineurs.

**Economie Gabon+ :** Quels sont les principaux risques environnementaux liés à vos activités ? Par quels protocoles pouvez-vous prévenir ces risques et limiter l'impact environnemental des déchets de votre société ?

FACO ne travaille pas que dans le bois et nos déchets ne sont pas nombreux. Néanmoins, nous disposons de bennes de tri pour les ferrailles, les plastiques, etc. Pour nous, trier nos déchets est une action normale, ordinaire et aussi primordiale. Il est regrettable qu'au Gabon il n'existe pas d'usine de recyclage. Il est difficile de convaincre en interne qu'il est nécessaire, voire indispensable, de procéder au tri alors que les éboueurs ramassent et mélange le tout sans se préoccuper des contenus.

**Economie Gabon+ :** La culture de sécurité est un gage important pour vos opérations sur le terrain. Parlez-nous de vos processus de HSE à FACO Construction Gabon ? Pouvez-vous nous donner quelques chiffres clés sur le HSE ?

Nous y consacrons environ 1.5 % de notre chiffre d'affaires, ce qui est considérable. Mais nous ne réalisons aucune économie sur la sécurité, ni sur l'éducation et la sensibilisation.

**Economie Gabon+ :** Quel est le niveau de votre engagement au Gabon et dans les autres pays d'Afrique centrale où vous opérez et le volume de votre portefeuille d'investissement pour l'année 2017-2018 ?

Nous opérons, dans la CEMAC, en Guinée-Equatoriale, au Cameroun et au Gabon, et nous osons nous intéresser à la Côte d'Ivoire, au Bénin, parce que l'Afrique de l'Ouest présente une économie plus soutenue et plus dynamique. Les premiers contacts sont encourageants. Nos méthodes de travail d'aujourd'hui nous laissent à penser que nous avons des chances légales et équitables de pouvoir nous y implanter. 25 ans d'expérience, ce n'est pas rien ! ■

# La route Mougagara-Loubomo connecte Gamba au réseau routier national

**Une infrastructure routière qui désenclave le département de Ndougou afin d'impulser son développement socioéconomique et touristique. Cet axe routier stabilisé permet désormais de joindre Gamba depuis l'axe Libreville-Tchibanga.**

La rédaction

Shell Gabon, en partenariat avec le ministère du Pétrole et des Hydrocarbures, et un financement à travers la Provision pour les Investissements Diversifiés et la Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PID/PIH), a initié la construction de la route Loubomo-Mougagara afin d'apporter une solution pérenne aux difficultés d'accès à la localité de Gamba et ses environs. D'une longueur de 53 kilomètres et incluant un pont en béton armé de 53 mètres, l'objectif principal de cette route est de désenclaver la région de Gamba et d'impulser le développement social et économique de cette dernière.

D'un montant global de 31 milliards de francs CFA, cette route dont la construction s'est effectuée sous la coordination de l'Agence Allemande de Coopération au Développement (GIZ), se connecte au

réseau routier national (Route Nationale 6), entre Mayumba et Tchibanga, à partir de Loubomo. Ce projet a mobilisé 49 opérateurs économiques locaux et créé 500 emplois directs et 240 emplois indirects. Par ailleurs, la construction de cette route a déjà engendré une augmentation de 280 % du trafic routier, avec comme corollaire une réduction du coût de transport, un accroissement de 63 % du volume de marchandises et une nette diminution du coût de certains produits de première nécessité (de - 8 à -23%).

Plusieurs programmes sociaux ont été mis en place parallèlement aux travaux de la route Loubomo-Mougagara. Ainsi, de nouveaux logements ont été construits permettant de reloger 21 familles. Les populations locales ont aussi bénéficié d'un dispensaire et d'un accès à l'eau potable ainsi qu'à l'électrification solaire ■



Un habitant de Mougagara



Une vue de la route après travaux

## PUBLI-REPORTAGE

### Ce qu'ils ont dit



**Adrien Moukabi,**  
préfet de Ndougou

« La route est un facteur de développement économique, nous attendons que cette route Loubomo-Mougagara apporte à la commune de Gamba le développement du transport routier, la fluidité de la circulation entre Gamba et Tchibanga. Aujourd'hui, ce trafic atteint le pic de 20 véhicules par jour ; on souhaite aussi l'urbanisation ; l'amélioration de l'accès aux services de base (services de santé, l'école) et l'accès aux marchés ; l'implantation des opérateurs économiques dans le secteur de l'écotourisme, l'agriculture, la pêche. L'arrivée de cette route va « booster » l'économie locale en permettant la diversification des activités. Nous souhaitons vivement que cette route Loubomo-Mougagara vienne enfin participer à l'éclosion économique de la commune de Gamba. »



**Martial Janvier Massamba Koumba,**  
Mayor of Mayonami

« Pendant mes vacances, je travaille dans le transport fluvial pour la traversée Mayonami-Mougagara. Cette année, mon revenu a connu une hausse importante, par rapport à l'année dernière, grâce à l'augmentation du nombre de voyageurs, occasionnée par la route. »



**Félicité Boubalah,**  
commerçante à Gamba

« Je transporte moi-même depuis des années ma marchandise sur la route Loubomo-Mougagara et je suis soulagée et très satisfaite par cette grande réalisation. Le mauvais état de la route nous causait parfois d'énormes pertes car la marchandise pourrissait durant le trajet, suite aux pannes des véhicules. Il arrivait que nous passions la nuit sur la route. Désormais, je vais m'approvisionner à Moabi et revenir à Gamba le même jour. Un trajet qui prenait plusieurs jours il y a encore 3 ans. »



**Paga Paga « Paigzot »,**  
habitant du village Mougagara

« La route est venue donner une grosse impulsion à mon activité de pêche, la demande est désormais largement supérieure à l'offre et nous écoupons très vite notre produit. Avec des clients qui viennent de partout, même de Franceville, au point que Gamba n'est plus notre principal marché. »



**Adèle Koumba Moussoungou,**  
habitante du village Panga

« Cette route est pour nous une délivrance. Avant, pour aller acheter des vivres à Tchibanga, il fallait parcourir 10 km à pied jusqu'à Loubomo où s'arrêtaient les transporteurs. Au retour de Tchibanga, nous étions contraints d'effectuer plusieurs tours de Loubomo à Panga pour transporter, à pied, la marchandise achetée. Grâce à Shell Gabon, ce calvaire est terminé. Aujourd'hui, je peux me déplacer de Tchibanga à Panga en taxi. »



**Mouhamadou Azizzet,**  
transporteur Gamba-Tchibanga

« Je suis heureux chaque fois que je prends le volant, car j'étais loin de m'imaginer que nous connaîtrions un jour ce bonheur. Je suis

transporteur sur ce tronçon depuis de nombreuses années, et c'est formidable de pouvoir désormais le faire en moins de temps et en toute sécurité. Avant, j'effectuais ce trajet en pick-up, mais aujourd'hui, l'état de la route m'a permis d'avoir un gros porteur, pour répondre à la demande croissante des clients. »



**Bibi Kombila**  
restauratrice à Gamba

« Cette route m'a considérablement aidée à améliorer la satisfaction de mes clients, car les aliments et boissons vendus ici proviennent en partie de Tchibanga. Avant, c'était un véritable calvaire pour s'approvisionner. Il fallait parfois attendre plusieurs jours pour pouvoir recevoir des livraisons. »

Source : Shell Gabon

**SUR NOTRE SITE**

www.economie-gabon.com



Les ventes de grumes augmentent de plus de 26 %





# ROUTE LOUBOMO-MOUGAGARA

## UNE ROUTE POUR RELIER GAMBA AU RESTE DU GABON

**Partenariat réussi avec l'Etat Gabonais**

- 53 kms de route
- 500 Emplois directs et 240 indirects

<http://gabon.shell.com/fr>

# Le changement climatique constitue une des plus grandes menaces pour la biodiversité

**Parmi les cinq causes principales d'érosion de la biodiversité, le dérèglement climatique et la destruction des habitats sont les plus menaçantes, révèle le commissariat général au Développement durable (CGDD). Mais les facteurs indirects ne doivent pas être négligés.**

La rédaction



Les effets du changement climatique sur notre environnement

Cinq grandes causes d'érosion de la biodiversité font consensus, souligne le rapport : la destruction et la fragmentation des habitats, la pollution des milieux, la surexploitation des ressources biologiques, les changements climatiques et les espèces exotiques envahissantes. Le commissariat général au Développement durable (CGDD) a synthétisé sous la forme d'un tableau les impacts actuels et la tendance d'évolution de ces cinq facteurs. Le croisement de ces données montre que les deux facteurs les plus préoccupants sont la destruction des habitats naturels et le dérèglement climatique.

## L'ARTIFICIALISATION DES SOLS POINTÉE DU DOIGT

La cause principale de la destruction des habitats naturels est l'artificialisation des sols. « L'artificialisation du territoire et la consommation associée d'espaces naturels, agricoles et boisés demeurent préoccupantes », pointent les auteurs du rapport. Ils constatent une augmentation des équipements sportifs et de loisirs à la périphérie des villes, ainsi qu'une (légère) diminution des espaces verts urbains.



Les déchets ménagers et industriels y contribuent

Géographiquement, c'est le littoral qui reste le plus touché avec une régression des surfaces agricoles 2,5 fois plus rapide que la moyenne nationale et un rythme de construction trois à quatre fois plus élevé que la moyenne sur la période 1990-2012.

Au-delà de la destruction pure et simple des milieux, c'est aussi leur fragmentation et l'altération de leur fonctionnement qui posent problème. Pour ce qui concerne les espaces agricoles, les auteurs citent la poursuite du drainage des zones humides, la destruction des haies, la monoculture intensive, ou encore la fauche précoce des prairies. Ces pratiques impactent de nombreuses espèces comme, par exemple, le grand hamster d'Alsace ou le râle des genêts.

Sur les cours d'eau, les ouvrages hydrauliques perturbent les migrations d'espèces mais aussi la faune sédentaire. Dans les milieux marins, le chalutage de fond dégrade les fonds marins et leur biodiversité « à une large échelle ». L'une des seules notes positives, indépendamment des améliorations constatées par ailleurs sur certaines pollutions, concerne les écosystèmes forestiers, qui présentent « une tendance à l'agrégation (...) plutôt qu'à leur fragmentation ».

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES : DES EFFETS DÉJÀ PERCEPTIBLES

En ce qui concerne les changements climatiques, « les effets (...) sont déjà perceptibles et en hausse dans l'ensemble des écosystèmes français », soulignent les auteurs de l'étude. Les dérèglements touchent en premier lieu les écosystèmes forestiers marqués par les sécheresses de 2003 et 2005, ainsi que par des tempêtes. L'augmentation des températures, associée à une diminution des précipitations en été, pourrait conduire à des épisodes de sécheresse plus longs en métropole. Le régime hydrologique devrait être également modifié avec une saisonnalité des débits plus marquée. En outre-mer, les effets attendus sont l'augmentation des températures, une modification du régime des pluies, une élévation du niveau de la mer et une augmentation de l'intensité des événements extrêmes. Il en résulterait un déplacement vers le nord, ou vers les plus hautes altitudes, des aires de répartition des espèces, la disparition de certaines d'entre elles, et des « impacts massifs » sur les milieux marins.

Mais les dérèglements climatiques ont également des effets indirects en renforçant l'impact des autres facteurs d'érosion de la biodiversité. C'est le cas des espèces exotiques envahissantes. Et les auteurs de citer un cas emblématique :



l'expansion de la chenille processionnaire du pin qui se poursuit à « un rythme de 4 kilomètres par an vers le nord depuis plusieurs décennies ».

## NE PAS NÉGLIGER LES FACTEURS INDIRECTS

« Ces cinq grandes causes d'érosion de la biodiversité résultent elles-mêmes de facteurs de changement indirects », nuance toutefois le CGDD. La prise en compte de ces changements, ajoute-t-il, est essentielle afin « d'anticiper les évolutions et ne pas négliger des leviers d'action significatifs ». Parmi ces facteurs indirects figurent la croissance démographique, l'évolution des comportements et des choix de consommation, les évolutions de l'appareil productif, l'accroissement des échanges commerciaux et la politique de protection de la nature ■

Source : [www.actu-environnement.com](http://www.actu-environnement.com)

## SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Les ONG multinationales, la RSE et le développement économique de l'Afrique



# ONUSIDA : les villes s'engagent contre le VIH

**Des milliers de jeunes sensibilisés et plus de 500 dépistés à Fougamou et Ndendé dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative « Les villes s'engagent contre le VIH ». Un engagement que les maires du Gabon ont pris avec l'ONUSIDA en mars 2016 à Lambaréné.**

La rédaction



Artistes et jeunes ambassadeurs pour la lutte contre le VIH SIDA



Maité Mapangou, Mairesse de Ndendé

**M**me Maité Mapangou, mairesse de Ndendé, et M. Serge Mandi Mboula, maire de Fougamou, ont rendu effectif l'accord de lutte contre le VIH, signé en mars 2016 à Lambaréné, entre les maires du Gabon et l'ONUSIDA, en organisant du 26 au 27 janvier dernier, une vaste campagne de sensibilisation et de dépistage du VIH dans leurs villes respectives. Avec l'appui de la Direction Générale de la Prévention du SIDA (DGPS), de l'Ambassade de France (SCAC), de l'Organisation Panafricaine de Lutte contre le SIDA (OPALS), de l'ONUSIDA et de ses jeunes ambassadeurs, environ 4000 élèves dans les deux localités ont reçu des informations utiles et pertinentes sur le VIH via des séances de sensibilisation spectacle suivies par l'offre du dépistage volontaire et gratuit.

Inge Tack, directrice de l'ONUSIDA Gabon, a félicité les maires qui sont passés de la parole aux actes et a souligné le rôle déterminant qu'ils peuvent jouer dans leurs villes afin de réduire les nouvelles infections et atteindre les objectifs 90-90-90 d'ici à 2020. Cela veut dire que 90 % des personnes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut sérologique ; 90 % des personnes dépistées reçoivent un traitement antirétroviral durable ; et 90 % des autres personnes ayant reçu un traitement antirétroviral doivent avoir une charge virale durablement supprimée.

Les demandes d'appui des maires leaders, à la DGPS et à l'ONUSIDA, ont ouvert la porte à la création d'un solide partenariat avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, qui a cofinancé plusieurs événements à Libreville, à Lambaréné, et maintenant à Ndendé et Fougamou. La collaboration multipartite pour la mise en œuvre des engagements des maires sur le VIH a permis non seulement de développer des outils de communication,

## Développer des outils de communication, former des animateurs, sensibiliser les élèves, dans et en dehors des écoles, mais aussi assurer le conseil pré- et post-test



Campagne provinciale de lutte contre le SIDA ONUSIDA

de former des animateurs, de sensibiliser les élèves, dans et en dehors des écoles, mais aussi d'assurer le conseil pré- et post-test, le dépistage gratuit sur place, avec le rendu d'un résultat immédiat. Il est important de noter qu'en cas de résultat positif, les équipes de jeunes conseillers accompagnent et orientent la personne, la mise immédiate sous traitement antirétroviral étant essentielle pour lui permettre de vivre normalement et dignement.

## Faire cesser les violences à l'égard des filles et mettre un terme aux grossesses précoces

Les équipes de jeunes éducateurs de l'OPALS, renforcées par Michael Anicet, ambassadeur de l'ONUSIDA, Charly Tchatch, ambassadeur Protest VIH, et Andy Nziengui, Ba'Ponga et MOON en tant que jeunes leaders, ont fait vibrer la foule pour faire passer les messages clés : prenez votre vie en main, faites-vous dépister. «Il faut connaître ton statut, positif

ou négatif. Si c'est positif, alors il faut te traiter tout de suite, et protéger autrui contre le VIH ; si c'est négatif, continue à te protéger contre le VIH et à protéger les autres IST», indiquent ces jeunes volontaires.

Ce partenariat multipartite a également permis d'être à l'écoute des jeunes qui ont posé les problèmes de l'accès à l'information correcte, au dépistage et au traitement qui restent un énorme défi à l'intérieur du pays. Un témoignage poignant d'un ancien élève de Ndendé, qui a souffert du harcèlement sexuel de la part d'un enseignant et qui a eu son premier enfant à 15 ans dans cette localité, a été longuement applaudi par les jeunes pour avoir brisé le silence sur ces pratiques abusives et fréquentes. «Effectivement, le harcèlement et les grossesses précoces sont de véritables problèmes ici », souligne la mairesse de

Ndendé : «A titre d'exemple, en 2014-2015, nous avons compté 80 grossesses abouties sur 350

filles scolarisées, c'est énorme !». «C'est inacceptable. Nous avons, ensemble, la tâche de faire cesser les violences à l'égard des filles et de mettre un terme

aux grossesses précoces», a déclaré Mme Denise Marthe Aplogan Ogotha, directrice-adjointe de la DGPS.

## Élaborer des plans d'accélération de la riposte au sida et y allouer un budget

Au regard du grand succès des modèles d'informations et services qui répondent véritablement aux besoins des jeunes, le partenariat novateur entre ministère, mairie, société civile, jeunes, Nations Unies et donateurs, devrait se poursuivre dans d'autres villes. Selon les

acteurs impliqués, c'est aux maires de faire la demande à la DGPS ou à l'ONUSIDA et l'appui technique sera donné selon le principe du premier arrivé, premier servi. Les organismes internationaux ne ménageront aucun effort pour saisir chaque occasion afin de promouvoir la sensibilisation, le dépistage et le traitement du VIH. « En tant qu'élus, notre choix doit être celui de la solidarité. A Lambaréné, nous avons signé l'engagement sur le VIH, et nous sommes déterminés à prendre nos responsabilités et à nous montrer à la hauteur des engagements pris », a affirmé Maité Mapangou, la mairesse de Ndendé. «Chaque ville qui s'est engagée devrait élaborer des plans d'accélération de la riposte au sida et y allouer un budget à compléter par les partenaires publics et privés», a conclu Serge Mandi Mboula. Et le maire de Fougamou d'ajouter : « C'est ce que je ferai et je mettrai également une cellule d'information au sein de la mairie. Cette cellule permettra à nos populations de bénéficier des services de santé appropriés dans le cadre de la lutte contre le VIH de qualité. C'est seulement dans ces conditions que nos concitoyens seront en meilleure santé et pourront travailler pour le développement de leur localité. »

En rappel, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) ■

Source : ONUSIDA Gabon

# La Commission de la CEMAC a reçu de la GIZ un système de gestion d'informations fiable

**La Coopération allemande (GIZ) a officiellement remis ce 25 janvier 2017 à la Commission de la CEMAC (Communauté Économique des Etats d'Afrique Centrale) un nouveau « système de gestion des connaissances » baptisé m2n@CEMAC.**

La rédaction

Cette facilité numérique, présentée au cours d'une cérémonie organisée à l'hôtel la Falaise à Yaoundé, la GIZ l'a développée dans le cadre de son projet de renforcement de la gouvernance des matières premières en Afrique (REMAP/CEMAC), particulièrement dans le domaine des industries extractives. Pour garantir le fonctionnement efficace du nouveau système de gestion des connaissances, le projet REMAP a également contribué à la mise à disposition des acteurs clés de la commission de la CEMAC d'un serveur à haute capacité de stockage de données qui sera, apprend-on, installé au siège de la CEMAC.

Le siège de la CEMAC et les représentations pays disposent donc désormais d'un outil informatique et managérial de gestion de données et des ressources humaines indiqués pour accéder rapidement à l'ensemble des documents, dossiers et informations traités au sein de la Communauté et des Etats membres. Ces données sont également accessibles sur des serveurs distants permettant ainsi aux personnels de la CEMAC en déplacement hors de leur zone de compétence d'accéder à ces données quel que soit le lieu où ils se trouvent.

Au-delà du renforcement de la gestion des connaissances au sein de la CEMAC, le projet REMAP/CEMAC a aussi intégré la formation du personnel de la sous-région. Le

programme de «renforcement des capacités institutionnelles de la Cemac» a ainsi permis d'apprendre aux membres de la commission de la CEMAC comment utiliser le système m2n@CEMAC et accéder de manière sécurisée aux connaissances traitées au sein du bureau.

## CE QU'EST M2N@CEMAC

M2n@CEMAC est une application informatique de pointe qui met à la disposition de l'utilisateur un puissant outil de recherche et d'analyse, avec des filtres dynamiques intelligents, des représentations graphiques des résultats et des possibilités de partage d'information et de collaboration pour la recherche, la gestion et le partage des connaissances au sein de la commission. Ce système repose sur la technologie « knowledge discovery » qui permet à un utilisateur de la CEMAC d'être guidé et accompagné par l'intelligence artificielle dans la recherche dynamique de l'information : l'utilisateur peut préciser ses critères de recherche au fur et à mesure de la recherche en se laissant inspirer par la présentation dynamique que donne le système de relations entre informations. L'intelligence artificielle peut ainsi aider l'utilisateur en indiquant par exemple quels projets ont été menés sur un thème particulier

sur lequel travaille l'utilisateur, en présentant une classification des documents relatifs à ce thème, en proposant des extensions ou des approfondissements de la recherche.

## UNE MEILLEURE VISIBILITÉ DE LA CEMAC

La puissance de l'intelligence artificielle se développe avec le nombre de documents et autres informations rentrées dans le système. Cette alimentation du système est très facile car l'intelligence artificielle se charge d'identifier, indexer et référencer les informations contenues dans un document. De ce fait, le travail de la commission est rendu plus efficace pour faciliter l'atteinte de ses objectifs et permettre l'obtention de résultats plus visibles, contribuant par ailleurs à une meilleure visibilité de la CEMAC en général et du succès du projet REMAP en particulier. Le système offert par la GIZ à la CEMAC a été conçu par Integrated Consulting Group et a coûté 89 millions de francs CFA. L'ensemble du projet ayant coûté près de 150 millions de francs CFA.

## PLUS DE TRANSPARENCE DANS LE TRAVAIL EN GROUPE DES AGENTS DE LA CEMAC

Le conseiller technique principal du programme REMAP-CEMAC (Programme de Renforcement de la gouvernance des Matières Premières en Afrique centrale), M. Uwe Michael Neumann, explique le bien-fondé et l'apport du système de gestion d'informations que la Coopération allemande offre à la Commission de la CEMAC en ces termes : « Avec ce système, l'ensemble des cadres de la CEMAC pourront travailler

ensemble plus efficacement. Il sera par exemple possible de travailler sur les données ou projets de la CEMAC, même si l'on est en déplacement professionnel à Paris ou ailleurs dans le monde, il sera possible de traiter les dossiers en cours à la Commission de la CEMAC. Aussi, nous avons offert et nous offrons des formations pour une meilleure compréhension des procédures de traitement des documents. Les agents de la CEMAC auront donc à présent une nouvelle manière d'expérimenter le travail ensemble et en groupe. Plus encore, cela va apporter plus de transparence. On pourra aussi voir augmenter les recettes que les Etats peuvent obtenir du secteur extractif. »

Mieux, révèle-t-il, « la Commission de la CEMAC a demandé au gouvernement allemand de donner un appui à la réalisation de ce système de gestion des connaissances dans le secteur extractif, parce que les Etats rencontraient des problèmes avec la gestion de leurs matières premières. Il y a eu des négociations. Aux termes de ces négociations, le gouvernement allemand a demandé à la GIZ de financer un projet REMAP-CEMAC et de travailler avec la Commission de la CEMAC. Nous avons eu quatre phases avec plusieurs objectifs. Nous avons par exemple une phase où nous mettions l'accent sur le processus ITIE (Initiative de transparence dans les industries extractives, ndlr). Nous avons beaucoup travaillé dans ce processus et la sous-région a enregistré beaucoup de progrès dans ces procédures. A présent, nous souhaitons harmoniser le cadre législatif dans la zone CEMAC et renforcer le rôle de la CEMAC comme acteur majeur dans le secteur législatif en renforçant les capacités des cadres de la CEMAC » ■

Source : <http://www.ticmag.net>

# MicroSave et The MasterCard Foundation s'associent pour faire avancer les services financiers digitaux en Afrique francophone

**Le Réseau Helix de MicroSave formera le personnel des institutions financières, opérateurs de téléphonie mobile, tiers-parties et autres fournisseurs de services financiers digitaux afin qu'ils comprennent davantage les choix et options qui s'offrent à eux pour planifier leurs déploiements de services financiers digitaux, en particulier à destination des populations non-bancarisées.**

La rédaction

MicroSave, en partenariat avec The MasterCard Foundation, a récemment lancé un nouveau programme visant à développer des formations en finance digitale adaptées aux marchés africains francophones. Le programme devrait bénéficier à plus de 250 fournisseurs de services financiers digitaux dans la région de l'UEMOA, la République Démocratique du Congo, et Madagascar. De plus, un portail de connaissances sur la finance digitale en français sera lancé et positionné comme la « référence » pour s'informer sur les services financiers digitaux.



## DÉVELOPPER DES ÉCOSYSTÈMES FAVORABLES, EXHAUSTIFS ET ADAPTÉS

Ce programme permettra aux marchés francophones d'accéder à une offre de formation adaptée au contexte local. Il fournira également des données comparatives à l'échelle régionale et un canal d'accès à l'expertise francophone pour les prestataires de services financiers locaux et les institutions gouvernementales concernées.

Le directeur de MicroSave, Graham

par le marché pour tous à travers l'orientation des politiques et la facilitation des partenariats. La finalité de notre action est de développer des écosystèmes favorables, exhaustifs, et adaptés ainsi que des conseils stratégiques et actionnables, et de l'assistance opérationnelle sur site.

## SOUTENIR UN ÉVENTAIL D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET RENFORCER LES CAPACITÉS TECHNIQUES ET STRATÉGIQUES DES ÉQUIPES DE DIRECTION ET DU PERSONNEL

Sumaiya Sajjad, manager de Programmes à The MasterCard Foundation, a indiqué : « Nous croyons que des réseaux d'agents performants représentent un fort potentiel pour atteindre un nombre important d'individus non-bancarisés en Afrique subsaharienne. Notre partenariat avec MicroSave pour lancer le Réseau Helix permettra de soutenir un éventail d'institutions financières et renforcer les capacités techniques et stratégiques des équipes de direction et du personnel, en leur apportant les moyens de répondre aux besoins des clients à travers les réseaux d'agents. »

Les services financiers digitaux sont en pleine expansion dans les marchés ciblés mais sont entravés par des taux élevés d'inactivité des clients et une offre limitée de produits et de services. La formation et l'assistance technique conduiront au développement d'une offre de services adaptés et durables

qui répondent véritablement à la demande et optimiseront le potentiel de la finance digitale.

Après avoir entendu parler du Réseau Helix, Maxime Fado, chef de la Division Mobile Money de Moov Bénin, a souligné que : « Cette nouvelle enrichira notre connaissance sur les meilleures pratiques du secteur. Les formations en français en Afrique de l'Ouest permettront réellement de se focaliser sur les spécificités du service dans les marchés locaux. » Le Réseau Helix s'appuiera sur les leçons de l'Institut Helix de Finance Digitale et travaillera étroitement avec les fournisseurs locaux pour offrir des enseignements clés tirés de la recherche et des expériences opérationnelles. Cette approche conduira à mieux comprendre les modèles appropriés, les produits et les services pour lancer ou renforcer les solutions de finance digitale.

Quant au MasterCard Foundation, il collabore avec des organisations visionnaires afin de fournir un plus grand accès à l'éducation, à la formation professionnelle et aux services financiers pour les personnes vivant dans la pauvreté, particulièrement en Afrique. Etant l'une des plus grandes fondations indépendantes, son travail est guidé par sa mission qui est de faire progresser l'éducation et de promouvoir l'inclusion financière afin de créer un monde inclusif et équitable ■

Source : [www.MasterCardFdn.org](http://www.MasterCardFdn.org)

# ECHOS

VOS ANNONCES LOCALES



Pour toutes vos annonces, contactez  
notre service commercial



**+241 01 44 11 62**

servicecommercial@economie-gabon.com

## PRENEZ DE LA HAUTEUR



ADIS est une entreprise gabonaise qui s'inscrit dans l'essor des nouvelles technologies en Afrique centrale. Dotée d'une formation spécialisée et en partenariat avec des acteurs de premier plan dans le secteur des drones, notre entreprise fournit un panel de services pour les besoins professionnels grâce à nos équipements certifiés par les autorités de régulation des transports aériens.

NOS PRISES DE VUES AÉRIENNES



Retrouvez nous  
sur facebook  
Flashez ce code



**Boumah Yovo Andy | Gérant pilote**  
IAI, Libreville - Gabon BP 1912  
Email: adisgabon.info@gmail.com - Tél : +241 03420896

## COSMETIQUE 100% NATURELLE



**HOMEMADES**  
Cosmétiques. Faits Maison. 100% Naturels.

### HORAIRES :

Lundi  
15h00 à 19h00

Mardi à Vendredi  
10h00 à 13h00  
15h00 à 19h00

Samedi  
10h00 à 18h00

La Boutique est située à côté de la  
Pharmacie Sainte Marie (Galerie  
Jardins d'Ambre), à l'étage du  
Magasin MOUSS ELECTRONIQUE.

### NOTRE BOUTIQUE VOUS PROPOSE :

- Des produits cosmétiques faits à la main, à base de matières premières 100% Naturelles et/ou Bio
- Des soins spécifiques pour le Corps, les Cheveux et le Bien-être
- Une Gamme spéciale Bébé/Enfant
- Une Gamme spéciale peau mature
- Des savons doux et respectueux de la peau
- Des Coffrets Cadeaux à thème
- Des Chèques Cadeaux
- Un programme de fidélité qui récompense vos achats
- Et surtout, des produits originaux et innovants!



Tel : 02.73.38.72 - email : homemadesach@gmail.com  
Facebook : fb.me/homemadesach - Instagram : ach.homemades

## COUP DE COEUR

### À LOUER : CASE à la POINTE DENIS



### TOUT ÉQUIPÉE

- Cuisine américaine
- 3 chambres doubles
- 1 chambre enfants
- Case entièrement climatisée
- Gardiennée

Tél.: +241 01 73 29 30 - 05 30 18 80  
Email : am.jobin@bicpnetwork.com

## flyafrijet.online by AFRIJET

Envolez-vous et changez de point de vue



Libreville - Port Gentil  
Libreville - Franceville  
à partir de 80.000 XAF\*

### UNE AUTRE IDÉE DU SERVICE AÉRIEN RÉGULIER

Réservation en ligne : flyafrijet.online ou agence de voyage  
Hotline : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17

\*Tarif hors taxes à conditions particulières

CONSO  
& SANTELes vertus thérapeutiques  
du café et du cacao

Le Conseil du Café-Cacao de la Côte d'Ivoire assure que consommer 3 à 4 tasses maximum de café par jour, peut vous prémunir de plusieurs maladies, telles que : la maladie de Parkinson ; les maladies cardiovasculaires ; le diabète de type 2 ; la maladie d'Alzheimer, la diminution des symptômes de l'asthme ; la protection des maladies de foie et empêche la formation de calcul biliaire. Bien plus, le café favorise l'éveil et la stimulation de la mémoire. Le café a en effet des valeurs nutritives car il contient du glucide, de la protéine, du lipide et des « antioxydants » susceptibles de nous protéger de certaines maladies. Il contient également des fibres, du magnésium et des vitamines dont la vitamine du groupe B.

LE CAFÉ N'AUGMENTE  
PAS L'HYPERTENSION  
ARTÉRIELLE

Malgré ses vertus, il faut éviter le café si l'on souffre de reflux gastroœsophagien (la remontée d'une partie du contenu de l'estomac dans l'œsophage), d'ulcère gastroduodénal ou du syndrome du côlon irritable. Enfin, selon des idées reçues, le café n'augmente pas l'hypertension artérielle mais si vous êtes hypertendu chronique mieux vaut s'abstenir d'en prendre. Par ailleurs, le café peut avoir un effet diurétique plus important si vous consommez 4 à 5 tasses par jour. Enfin,

le café n'est pas déconseillé aux femmes enceintes mais il faut veiller à ne pas dépasser plus de 300 mg de caféine par jour (soit deux tasses de 237 ml). Idem pour les femmes qui allaitent.

LE CHOCOLAT NOIR  
ACCROÎT LE TAUX DU  
BON CHOLESTÉROL ET  
RÉDUIT LE TAUX DU  
MAUVAIS CHOLESTÉROL

Quant au cacao (le chocolat), il contient des glucides, des lipides, des protéines végétales, des minéraux naturels et certaines vitamines (A, B, B12, E). Dans cette composition, les flavonoïdes ont des vertus qui stimulent le système cardiovasculaire, le système nerveux. C'est un antioxydant, une relaxation musculaire. Il élimine des calculs biliaires, lutte contre les ulcères de l'estomac, accroît la vigilance, le taux du bon cholestérol et réduit le taux du mauvais cholestérol (3 carrés de chocolat noir/jour suffit). Le cacao contenu dans le chocolat est une source importante de plusieurs minéraux essentiels pour l'homme. Ce sont le magnésium, le calcium, le cuivre, le potassium, le manganèse, le sodium, le fer, le phosphore et le zinc. Chaque minéral joue un rôle prépondérant et spécifique dans la physiologie du corps humain ■

Source : Conseil ivoirien du Café-Cacao



**airtel**  
LE RÉSEAU DES SMARTPHONES

**AIRTEL CARE**  
LE BOUTON MAGIQUE  
POUR ACCÉDER À VOS  
OFFRES ET SERVICES.

Téléchargez gratuitement l'application  
airtel care sur play store. C'est pratique,  
rapide et facile.



## AGENDA

**Royaume du Maroc : Marrakech, 41ème assemblée générale de la FANAF**  
(Assurance) 13 – 16 février, 2017

LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE DE DROIT NATIONAL AFRICAIN (FANAF) tient ses 41èmes assemblées à Marrakech, du 13 au 16 février 2017. Ainsi, le plus grand rassemblement du secteur de l'assurance en zone CIMA se déplace dans le deuxième marché africain. Le thème général de cette édition est intitulé : « Nouveaux enjeux réglementaires et défis opérationnels: quelle stratégie pour l'assurance africaine? »

CETTE ANNÉE, L'ALLEMAGNE ACCUEILLERA LE PREMIER ÉVÉNEMENT PRIVÉ EXCLUSIVEMENT DÉDIÉ AU RENFORCEMENT DES LIENS COMMERCIAUX ET DES INVESTISSEMENTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE CONTINENT AFRICAIN. Le forum économique Allemagne-Afrique (www.GermanyAfrica.com), qui se tiendra le 23 mars 2017 à Francfort, repose sur la vague d'intérêt du gouvernement allemand et des entreprises allemandes pour accroître leur engagement auprès des pays africains.

**SALON ANTÔ BUSINESS DU 8 AU 10 MARS 2017 ORGANISÉ PAR GOLDEN WOMEN SOUS LE THÈME : « Promouvoir l'entreprenariat chez les femmes ».** « Golden Women » a pour ambition de « promouvoir des entrepreneures, des porteuses de projets, au travers des réseaux professionnels et des institutions, ainsi que les compétences, la vision et les valeurs de l'entrepreneuriat au féminin ». Les organisatrices ont choisi les journées du 8 Mars (Journée de la Femme), 9 Mars et 10 Mars pour mettre en place un salon qui sera totalement organisé par des femmes, pour tous les chefs d'entreprise et porteuses de projets. L'idée est de réunir au même moment et en un seul lieu (Les Jardins de la Maison Georges Rawiri) tous les acteurs, institutions, réseaux et métiers utiles aux chefs d'entreprise, qu'elles soient en phase de création, de développement, de relance de leur activité ou à la tête d'une entreprise informelle.

LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE (CUA), PAR L'ENTREMISE DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ORGANISE DU 15 – 17 MARS, AU SIÈGE DE LA CEA À ADDIS ABÉBA (ETHIOPIE), le 5E Congrès des Economistes Africains (CEA), sur le thème de la cinquième édition du CEA : «Croissance, Emploi et Inégalités». Les économistes africains résidents sur le continent et ceux de la diaspora sont invités à soumettre leurs articles sur le thème principal et les sous-thèmes dans une perspective de trouver des solutions optimales aux problèmes économiques de l'Afrique. Ce cadre de dialogue sur les politiques économiques visant à analyser les enjeux actuels ayant une incidence sur la transformation économique et sociale de l'Afrique, afin de concevoir et proposer des solutions optimales.



Bureau International de Conseil et de Promotion

# LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



Siège social BICP

## NOS ATOUTS

- ✓ DE SOLIDES COMPÉTENCES
- ✓ UNE EXPÉRIENCE AVÉRÉE
- ✓ 30 ANS D'EXPERTISE AU GABON
- ✓ UN SERVICE CLIENT PERSONNALISÉ
- ✓ LA SÉCURITÉ GARANTIE POUR VOS INVESTISSEMENTS



## NOS PROJETS

## Appartements & bureaux meublés à louer



Villa des hauts d'Angondjé



Villas jumelées les Hauts d'Angondjé



Villa des hauts d'Angondjé



Immeuble Commercial d'Angondjé

## vente villas & terrains

### BICP vous aide à :

Répondre à vos attentes  
Inventorier les documents relatifs à une acquisition ou une cession  
Adapter vos budgets d'investissements au plus près de la réalité du marché gabonais

Expertiser vos biens  
Réaliser un audit immobilier  
Etudier une promotion immobilière quel que soit votre budget

### Notre objectif :

Etre partenaire de vos projets immobiliers et de leurs commercialisations



Immeuble BICP, bord de mer - 1474, avenue Georges Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon

Tél.: +241 01 73 18 80 - 05 31 70 00

@ pchandezon@gmail.com

www.bicpconseil.ga

pchandezon

# OGAR, L'ASSURANCE À VOS COTÉS



**Contactez - nous au:**

Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95

Fax : +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43

[www.groupeogar.com](http://www.groupeogar.com)

  
**Ogar**  
*Toujours avec vous*